



Bureau de dépôt : 7500 Tournai

Autorisation de fermeture:

5/182

P302 144

België – Belgique

P.B. - P.P.

7500 Tournai

5/118

SYPOL.BE

Le Gardien de l'ordre

De Ordehandhaver

LA SEPARATION DES POUVOIRS?

Driemaandelijks tijdschrift
van de syndicale Federatie
van de Belgische Politiediensten

v.z.w. Belg. Staatsblad 21/12/2001

Neutrale en autonome
vakbondorganisatie.

97^e année - 4^e trimestre - 30/12/2008 • 97^{ste} jaargang - 3^{ste} kaartal • BUREAU DE DEPOT TOURNAI • AFGIFTEKANTOOR DOORNIK

Rue des Parfums, 23 Geurstraat - 1070 Anderlecht - Tel. : 02 520 34 76 - Fax : 02 522 84 47 - GSM : Federa(a)l 0497 570 309

Local 0474 569 555 - Site internet : www.sypol.be - Editeur responsable - Verantwoordelijk uitgever : René MAHIEU



Nos meilleurs vœux pour 2009!

Il est de coutume de se souhaiter plein de bonnes choses pour l'an nouveau, et nous n'allons pas y déroger.

Oui, vraiment, toute la petite équipe du Sypol.be vous souhaite, ainsi qu'à vos proches, tout ce qu'il y a de mieux pour cette nouvelle année: joie, bonheur, santé, et surtout un plein épanouissement professionnel.

Bien que... pour ce plein épanouissement professionnel, ce n'est pas gagné, pour tout dire l'avenir du policier n'est pas rose. L'année nouvelle sera celle de la récession pour la police et son personnel également, c'est-à-dire pour vous et nous, car l'on ne parlera que de baisse de budget, de suppression de recrutements et de cycles de mobilité si vous travaillez pour la police fédérale, de commandes de matériel annulées, de nouvelles dispositions visant à nous payer moins d'allocations et autres indemnités, d'un nouveau processus de carrière fonctionnelle où le clientélisme sera prégnant, ou encore d'avantages financiers perçus par l'ensemble de la fonction publique depuis des années et qu'on ne pourra soi-disant donner aux policiers lesquels bénéficient d'un salaire préférentiel!

Notre avenir n'est pas rose parce que le nombre d'actes de violence volontaires à l'encontre des policiers augmente dramatiquement, tandis que notre ministre et les quelques bureaucrates à qui il a délégué tous pouvoirs depuis si longtemps, se préoccupent moins qu'hier encore de la sécurité des flics de terrain. Depuis l'exécution de notre jeune collègue Kitty, de plus en plus de policiers ont été victimes d'agression crapuleuses en service ou à l'occasion du service, le député Pierre-Yves JEHOLET (MR) citant 930 faits de coups et blessures en 2007. A quand un audit sérieux sur la question? Quand les policiers recevront-ils tous le même équipement de sécurité de base? Que deviennent tous les projets législatifs visant à punir plus sévèrement les auteurs de ces faits? Quand pourrons-nous convertir ces points destinés à acheter des képis, de manière à acquérir ce que l'autorité nous refuse en matière d'équipement? Les mentalités vont-elles enfin évoluer, et pourrons-nous un jour disposer d'une arme non létale moderne et efficace telle que le Taser? Va-t-on enfin troquer ces armes collectives tirant du petit calibre en coup par coup, par le moderne P90 que quelques politiciens démagogues ont considéré comme «arme de terroriste»? Etc, etc...

Que dire encore, est-ce 2009 qui verra la diminution de la paperasserie et des



procédures inutiles? L'outil informatique fourni par la Police Fédérale à toutes les composantes de la Police Intégrée va-t-il guérir de tous les maux dont il souffre? Nos plus hauts dirigeants policiers et politiques actuellement épinglés, vont-ils redorer le blason de la Police qu'ils ont terni en cessant leur politique de népotisme et de clientélisme? Une nouvelle loi disciplinaire moins complexe permettra-t-il enfin aux policiers de se pourvoir devant une nouvelle juridiction disciplinaire d'appel, puisque tout truand bénéficie de ce droit élémentaire? L'entièreté de nos énormes budgets policiers sera-t-il enfin géré en bon père de famille par d'honnêtes fonctionnaires?

Et est-ce enfin en 2009, que SYPOL.BE et ses affiliés recevront les mêmes droits syndicaux que les affiliés des syndicats politisés ou inféodés? Là non plus ne rêvons pas, la Belgique étant encore montrée du doigt à ce sujet et hier encore, par les plus hautes instances européennes!

Ne pensons pas à tout cela, et tâchons de *tendre vers l'excellence*, comme le préconise le modèle de management EFQM adopté par nos hauts dirigeants.

Ou plutôt, soyons réalistes et *essayons de faire notre petit possible*, comme le dit la maxime populaire certes moins ambitieuses, mais ô combien plus réaliste!

L'honnête citoyen le mérite bien.

Et puis, malgré tout, essayons d'aborder cette nouvelle année sereinement.



NOUVEL ACCORD SECTORIEL : VERS UNE NOUVELLE SUPPRESSION D'AVANTAGES FI- NANCIERS IMPORTANTS TROIS SYNDICATS SIGNENT, EN ECHANGE DE QUOI ?

Alors que les corps spéciaux de l'Etat et la Fonction Publique sont considérablement revalorisés financièrement depuis des années par le biais notamment de la prime Copernic, l'autorité fait encore et toujours le forcing pour nous supprimer d'importants avantages financiers, comme nous vous l'avons signalé depuis quelques temps.

Trois organisations syndicales (CSC, SNPS et CGSP) viennent d'accepter un marché de dupes : elles ont participé à des négociations et signé un accord sectoriel où nous recevrons en 2011 ce que la fonction publique a reçu en 2003, en échange de la certitude que l'autorité va bouleverser complètement notre statut pécuniaire, à la baisse !

Détail de ces mesures :

A titre d'exemples :

- la part forfaitaire indexée de l'allocation de fin d'année 2008 augmente de 332 €, comme pour la fonction publique, ni plus ni moins;
- le pécule de vacances passe à 92% du salaire mensuel en 2009 pour les agents, 2010 pour les inspecteurs, en 2011 pour les INPP et CP, soit de 6 à 8 années plus tard que pour la fonction publique et les corps spéciaux de l'état : c'est bien loin d'être une victoire. SYPOL.BE poursuit quant à lui ses procédures juridiques pour obtenir l'effet rétroactif à 2003 !

Ajoutons pour être complet que les INP et



INPP âgés de 57 ans au 01/10/08, bénéficieront des 92% en 2009. Dès lors l'autorité et les trois syndicats qui l'acceptent introduisent une série de **discriminations** au préjudice des collègues qui soit sont plus jeunes, soit ont accompli d'importants efforts pour obtenir des promotions.

-Le temps de présence est fixé à 5 ans pour les calog dans le cadre de la mobilité.

-A CONTRARIO TOUTES NOS REVENDICATIONS NOTAMMENT DE HAUSSE SALARIALE SONT REJETTEES !!!

ACCEPTATION du PRINCIPE de PAIEMENT des ALLOCATIONS/ INDEMNITES

sur BASE HORAIRE :

- Comme nous le craignons, les 3 syndicats dont question ont accepté l'in vraisemblable, à savoir que les diverses primes payées sur base mensuelle soient calculées dès l'an prochain sur base horaire : **il s'agira d'un important manque à gagner pour tout le personnel de la police intégrée** car le but de l'autorité consiste évidemment à supprimer le versement de cette prime pour toute heure récupérée, ou non prestée, ce qui était impossible sur base d'un paiement mensuel.
- D'un autre côté cette mesure engendrera une nouvelle bureaucratie infernale et ne pourra débiter sans une profonde refonte du système du moteur salarial.

ACCEPTATION du CONCEPT de la REMUNERATION FONCTIONNELLE

Nous le craignons encore plus : ces trois syndicats ont accepté le principe d'une rémunération barémique sur base de la fonction exercée : celle-ci basée sur des critères obscurs et clientélistes, sujets à interprétation (pondération, appréciation des clients,...), procédé devenu coutumier à la police fédérale (et, à juger d'après l'abondant courrier de lecteurs dans les journaux émanant des collègues de la police locale suite aux nominations contestées, cela ne va pas mieux au niveau local), se substituera donc aux règles objectives du grade, des diplômes, brevets ou autres examens de promotion.

Selon l'autorité la masse salariale ne diminuera pas, le nombre de primes diverses diminuerait et serait compensé par cette rémunération essentiellement barémique. Il est clair qu'on prendra dès lors à certaines catégories et pour donner le change on en augmentera d'autres, ce qui accentuera encore les clivages entre membres du personnel.

ACCEPTATION du CHANTAGE de l'AUTORITE

On peut réellement parler de chantage ; l'autorité a d'emblée dicté sa stratégie à ces trois organisations syndicales qui sont tombées dans le panneau car elles n'avaient dès lors plus que le choix, en « négociant », d'opter pour la peste ou le choléra : le personnel subira ! Quelle grave erreur de stratégie, à tel point qu'on se demande si ce n'est pas volontaire !

EN ECHANGE DE QUOI ? Nous savons tous que rien n'est jamais gratuit

Le Président du SNPS dans un flash du 12/09 en notre possession, resté un seul jour sur son web site et vous comprendrez pourquoi, a « communiqué » suite à une information émanant du SLFP selon laquelle il deviendrait commissaire divisionnaire en échange de son accord sur ces négociations, ni plus ni moins. Loin de nier cette affirmation, ce président avoue et informe dans ce même flash (titré : « Bande de frustrés ? ») que son homologue en a fait de même en écrivant personnellement au ministre pour demander l'application d'un article 77 de la législation syndicale prévoyant que les permanents syndicaux ont droit à poursuivre leur carrière ; comprenez par là que l'intéressé a sollicité auprès du Ministre de l'Intérieur, sa nomination au grade de Divisionnaire.

Ce n'est pas l'idée que nous nous faisons du syndicalisme : SYPOL.BE a déposé un préavis de grève contre ces mesures scandaleuses, le SLFP a refusé de participer aux négociations qui n'ont pour autre but, dans le chef de l'autorité, que de revoir nos statuts à la baisse et de diviser le personnel, tout en intensifiant la bureaucratie et les inégalités.

Signalons encore pour être complet et objectif, que le Président du SLFP a introduit une action judiciaire en référé contre les allégations du Président du SNPS, lequel a été condamné sous peine d'astreinte à retirer de son web site ce flash pourtant fort instructif quant aux réelles motivations syndicales de certains, qui explique leur propension à accepter l'inacceptable.

E.LEBON, secrétaire général

QUESTIONS PARLEMENTAIRES

BONNES QUESTIONS, MAUVAISES REPONSES

Question n° 400 de M. Joseph Arens du 22 septembre 2008 au vice-premier ministre de l'Intérieur.

Police. Accusations proférées par le Syndicat libre.

La presse a publié un article dans lequel le Syndicat libre de la police belge (NDR :SY-POL.BE) dénonce de graves dysfonctionnements au sein de la police et appelle le gouvernement à se pencher sur un audit.

Il fait état de « malversations commises en toute impunité, dans différentes matières et à différents niveaux de la police fédérale », des « tricheries », de viol de droits fondamentaux des fonctionnaires zélés », « des comportements injustifiables » et une « gestion juridique anarchique de la police intégrée ».

Ces accusations sont graves. Il est de notre devoir d'une part, de rassurer la population et d'autre part, de vérifier si ces allégations sont bien réelles.

Quel est votre point de vue face à ces allégations ?

A) Est-ce qu'un audit interne est actuellement organisé par l'Inspection générale pour vérifier la véracité des accusations ?

B) Dans la négative, envisagez-vous d'en organiser un ?

Le Comité P, ou l'inspection générale, a-t-il/elle été saisi(e) de plaintes en relation avec les allégations précitées ?

Réponse du vice-premier ministre et ministre de l'intérieur :

A chaque foi que des faits ponctuels sont

portés à ma connaissance j'ordonne les enquêtes nécessaires.

Le cas échéant les conclusions sont tirées.

Actuellement un audit n'est donc pas nécessaire.

Suite à quelques interventions de SYPOL des directives ont été données au secrétariat SSGPI en égard à la loi sur la protection de la rémunération.

Réponse du SYPOL.BE :

A différentes reprises nous avons contacté le ministre de l'intérieur et son SAT. Très récemment encore des faits précis ont été portés à la connaissance des dirigeants de son cabinet. En vain.

Nous avons perdu notre temps. Nous n'avons plus aucune confiance à ce niveau.

Dès lors lorsque des faits nous sont communiqués nous en faisons part à la Justice, ou à la presse : c'est plus efficace car l'inertie du ministre et de son entourage est coupable !

Différents dossiers sont ouverts à l'Inspection générale et l'OCRC suite aux révélations de SYPOL et d'affiliés courageux. D'autres organisations et la presse également ont dénoncé certains faits, et l'existence au sein du cabinet de Patrick DEWAELE de valorisations illégales de différentes créatures politiques, sans que le ministre ne réagisse, à son habitude.

Rappelons qu'un directeur est inculpé pour malversations, qu'on parle enfin des avantages illégaux octroyés par le système clientéliste malsain au sein de la police fédérale

ou du propre cabinet du ministre-pour-qui-un-audit-n'est-pas-nécessaire, selon lui !

Mais cela n'est encore que la partie visible de l'iceberg, nous en reparlerons bientôt.

E.L.

BONNES QUESTIONS, MAUVAISES REPONSES (suite et pas fin)

Question de M. Pierre-Yves JEHOLET au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur le « recours aux armes à létalité réduite par la police fédérale ».

Le Ministre DEWAELE a déclaré que les armes à létalité réduite avaient donné entière satisfaction les quelques fois qu'elles ont été utilisées, mais que la police fédérale n'avait pas l'intention de multiplier le recours à celles-ci. Néanmoins, le personnel de la police intégrée a subi l'an dernier 930 faits de coups et blessures. Dans un tel contexte on peut se poser la question de l'utilisation de telles armes. En effet, la difficulté de percevoir les menaces qui pèsent réellement sur leur personne peut malheureusement conduire les policiers à perdre leur sang froid. Le choix d'armes à létalité réduite, en neutralisant les auteurs de troubles, pourrait s'avérer rationnel. Il me paraît utile d'ouvrir le débat sur un recours plus large à ce type d'armes qui permettent aux policiers d'avoir une réaction proportionnée à la plupart des situations de menaces.

Annemie TURTELBOOM, Ministre :

Je confirme la réponse fournie le 11 juin dernier. Le spray et la matraque font partie de l'armement individuel de tous les policiers. Le Taser et le FN 303 sont des armes réservées à certains membres des unités spécialisées qui suivent alors un entraînement spécifique.

A Liège, un groupe d'études, dirigé par le professeur Thys, travaille sur la question des armes de neutralisation momentanée en examinant les dimensions techniques et humaines, l'applicabilité par les forces de l'ordre et l'acceptabilité par le public.

Au printemps, le professeur Thys, en coopération avec l'université de Gand, a donné une conférence sur le thème : « la létalité réduite comme réponse aux nouvelles menaces ».

La police fédérale attend les propositions de la commission de l'armement concernant l'adaptation des normes techniques.

Suite à votre suggestion d'étendre l'usage de ce type d'armes, les polices locales et fédérale estiment que c'est totalement inapproprié parce que cela nécessiterait l'élaboration d'un plan tactique, discuté et approuvé par les magistrats.

Pierre-Yves JEHOLET :

On ne peut comparer le spray et la matraque et l'utilisation de ce type d'armes nécessiterait une formation adéquate des policiers.

Je pense qu'il ne serait pas inutile de pouvoir tenir un débat contradictoire sur le sujet, dans le cadre de la protection du travail des policiers.



SECURITE DES POLICIERS, FONCTIONNEMENT: SYPOL.BE ORGANISE UN REFERENDUM



L'an dernier nous avons organisé un référendum en matière statutaire. Les résultats nous ont été fort utiles dans le cadre de notre politique syndicale.

Nous avons annoncé à l'époque l'organisation d'une consultation de tous nos affiliés, mais aussi de tout autre membre du personnel qui aurait des idées utiles à nous communiquer, en

matière de **Sécurité des membres du personnel et amélioration du Fonctionnement.**

Quel que soit votre grade ou votre rang dans la Police dite Intégrée, que vous soyez cadre administratif ou logistique ou carde opérationnel, local ou fédéral peu importe, **faites nous savoir votre avis.**

Vous estimez que tout policier devrait pouvoir porter le "Taser", que les points d'équipement devraient pouvoir servir à acquérir un gilet pare-balles ou une lampe torche que votre zone ne fournit pas, vous observez telle procédure bureaucratique inutile, ou constatez que les règles en matière de procédure d'achat de votre direction ne sont pas respectées d'où acquisition d'un matériel ne répondant pas aux exigences du personnel; vous êtes aspirant inspecteur et ne recevez pas l'équipement minimal de sécurité, telle la tenue maintien de l'ordre, à votre entrée en service, etc... Faites le nous savoir!

Envoyez au SYPOL.BE vos commentaires en la matière, à notre mail sypol@sypol.be sous la mention REFERENDUM.

Ces revendications ou constatations seront envoyées aux ministres de tutelle et à tous les parlementaires, ainsi qu'aux médias.

Nous avons conscience qu'aucune autre organisation syndicale censée défendre le monde policier n'a jamais agi de la sorte; nous réalisons fort bien que l'actuel ministre de l'intérieur n'en à rien faire, pour rester poli.

Mais il existe aussi des politiciens préoccupés par notre sort, et en tant que syndicat corporatiste comme on le dit aussi souvent péjorativement, il est de notre devoir de faire savoir quelles sont les préoccupations essentielles des gens de terrain.

Alors, à vos plumes...

E.LEBON

secrétaire général



LOI « REPARATRICE »

9

SUITE A L'ARRET 94/08 de la COUR CONSTITUTIONNELLE : UN FOUILLIS INEXTRICABLE ! CREATION de PLUSIEURS NOUVEAUX "TAPIS" et FOISON- NEMENT de NOUVELLES DISCRIMINATIONS STATUTAIREs.

Rappel : Suite aux recours du SYPOL et de ses affiliés, et de certains autres requérants, la cour constitutionnelle avait annulé les articles 2 et 3 de la loi du 02/06/2006 « Vésale bis » relative au mécanisme du « tapis orange ». (nomination des collègues commissionnés dans la DGJ).

Le but de ces recours consistait à étendre l'avantage à d'autres catégories qui selon nous méritaient un avantage similaire, tant au niveau local que fédéral.

Ce sont les arguments du SYPOL qui ont été reconnus par la Cour, mais à nouveau le Ministre de l'Intérieur refuse de valoriser certaines catégories méritantes que nous défendons.

Le ministre de l'Intérieur et son staff d'experts vont présenter au Parlement un projet de loi censé répondre à cet arrêt. Pris isolément l'un ou l'autre article peut sembler constituer une avancée mais globalement **il est indiscutable que cette loi, votée telle qu'elle, créera plus d'inégalités statutaires qu'elle n'en supprimera.**

Au stade actuel du projet, selon première analyse il ressort :

Notons tout d'abord que les collègues ex-BSR conservent évidemment le bénéfice de la nomination dans leur grade de commissionnement d'INPP ou de CP. (de 2008 à 2012).

Les commissionnés CP ex-BSR reçoivent un nouvel avantage barémique qu'aucun autre commissaire n'a reçu ni à la réforme (ex-officiers avant réforme venant de GD,PJ ou Polcom), ni par le mécanisme « tapis rouge », à savoir que barémiquement, ils seront insérés **horizontalement** et **non pas selon le principe des trois étapes**, d'où **conservation du bénéfice de TOUTE leur ancienneté barémique** (gain de 10,12 ans selon les cas) comme dans le cas d'une promotion sociale.

Dans ce cadre les ex-BSR déjà insérés barémiquement par le système des trois étapes dans le cadre du « tapis rouge », pourront même renoncer à celui-ci et être une nouvelle fois insérés en tant que CP par le mécanisme du « tapis orange » bien plus avantageux.

Par honnêteté intellectuelle nous nous devons de mentionner que cet énorme avantage est refusé aux autres catégories.



Les ex-gendarmes (non BSR) de la DGJ commissionnés INPP ou CP à la réforme seront nommés en 2 wagons en 2013-2014, sans suivre de formation complémentaire, moyennant évaluation positive. Les CP seront insérés barémiquement selon le système en trois étapes d'où perte d'ancienneté en ce qui les concerne.

Les ex-gendarmes de la DGJ (non BSR) commissionnés CP après réforme (en vertu des commissionnements supplémentaires vu le cadre du tapis rouge) feront l'objet d'une nomination en trois étapes, sans formation complémentaire, moyennant évaluation positive, après 7 ans de commissionnement et en 2015 au plus tôt.

Les membres du personnel ex-pol com ou GD commissionnés à la réforme (2001-2002) dans le cadre de la répartition proportionnelle des emplois d'autorités tant au local qu'au fédéral, seront nommés quant à eux après 7 ans d'exercice de la fonction, soit en 2008-2009, sans formation supplémentaire, moyennant évaluation positive.

Dans la DGJ, en comparaison avec le système « tapis orange » dans lequel les titulaires du brevet d'adjudant ont été nommés en priorité, un dispositif similaire est instauré en faveur des M7bis titulaires du brevet 2D. Les quelques collègues qui sont dans les mêmes conditions (M7bis ds la DGJ) parce qu'étant titulaires du brevet d'officier de la police communale sont sciemment écartés, contre toute attente, de cette disposition, alors que jusqu'à présent ils avaient bénéficié du même traitement que les lauréats 2D.

Aucune revalorisation n'est prévue pour les cadres moyens ex-2A/2B titulaires d'un diplôme supérieur ou universitaires insérés en M4.2; cette catégorie est donc la seule parmi tous les cadres de base ou moyen de la DGJ d'avant réforme, à n'avoir reçu aucune valorisation par le biais d'un « tapis », alors qu'ils constituent objectivement la catégorie de cadres moyens la plus largement diplômée de toute la police intégrée.

Aucune revalorisation n'est prévue pour les membres de la recherche locale faisant partie avant réforme d'un service judiciaire au sein d'une brigade de gendarmerie ou d'une police locale, alors que l'arrêt 102/03 de la Cour d'Arbitrage prévoyait explicitement que les membres de ces catégories devaient être traités juridiquement de la même manière que leurs collègues de l'ex-BSR.

Il est évident que ces nouvelles valorisations ne visent qu'une catégorie bien précise de membres de la Police Fédérale et plus particulièrement de la DGJ. Sauf en ce qui concerne quelques rares commissionnés, les zones de polices sont exclues de ces mécanismes de valorisation. Il est ainsi manifeste qu'à nouveau c'est la politique du « deux poids, deux mesures » qui est appliquée, et on ne peut que constater un véritable acharnement contre les deux dernières catégories, dont l'autorité, au contraire d'autres catégories, ne veut reconnaître ni la spécificité ni les décisions de droit en leur faveur.

Inutile de dire que le Sypol.be a déjà confié ce dossier à son cabinet d'avocats et que de nouvelles procédures s'annoncent contre ce ramassis d'injustices incompréhensibles.

Scandaleusement injuste!



Doit-on se laisser agresser, « violer dans son intérieur », risquer de voir les siens se faire maltraiter, bafouer, tuer?

sans rien pouvoir faire ! sans pouvoir même oser procéder à l'arrestation d'un agresseur quand on est policier ?

Non me direz-vous et pourtant !

Tout dépend bien entendu des circonstances et..... surtout qu'il nous est interdit de disposer de notre arme de service à la maison pour défendre les nôtres, et de se préserver des revers pouvant provenir de l'exercice de notre fonction.

Un fait vrai..... qui suscite des questions, de l'indignation

Très dernièrement notre collègue J. N. se trouvant chez lui est réveillé à 05.00 heures par des bruits violents.

On vient de défoncer une porte et on s'est introduit chez lui de façon très déterminée, violente et avec des intentions certainement pas très bonnes.

J. très inquiet manifeste sa présence tout en restant à l'étage au-dessus de ses escaliers car il craint, compte tenu de la détermination et de la violence avec laquelle on s'est introduit chez lui, que l'on soit armé.

Un auteur lui paraissant « furibard, démonté, pour le moins très agressif et déterminé » l'a invectivé :

« fils de pute, du fric, si tu te montres je te bute ».

J., sa femme et ses enfants « enterrés » sous leurs couvertures n'en menaient pas large dans cette situation, et, cela se comprend.

J. a entendu que l'on fouillait au rez-de-chaussée..... dans ses tiroirs avant de quitter les lieux.

Mais que de questions..... quel sentiment d'impuissance pour un policier désarmé en charge de protéger la société, et, qui n'a pas pu se défendre lui-même et arrêter l'auteur.

Que penser de cette situation....., ne serait-il pas opportun d'interpeller la direction qui ne semble pas toujours au faite des risques encourus.... et répétitifs.

N'est-ce pas la moindre des choses que de pouvoir se défendre et être en mesure de défendre les autres, surtout lorsque l'on est policier ?

Est-ce loyal que de laisser le personnel confronté à ces misères, tout en sachant que dans le temps ce genre de méfait se multipliera d'autant plus que les malfaiteurs sauront de plus en plus que les policiers ne sont plus armés ?

S.S.



DEONTOLOGIE, VALEURS, INTEGRITE, ... (refrain connu)

« Guido VAN WYJMERSCH n'a plus l'autorité morale nécessaire pour diriger la première Police du pays ».

« *Guido Van Wymersch, chef de corps de la police de Bruxelles Capitale Ixelles, à nouveau impliqué dans un (ou plusieurs) dossier (s) ! Quand cela s'arrêtera-t-il ?* »

SYPOL.BE n'a pas attendu les gros titres de la presse, dans un communiqué daté du 19 septembre SYPOL.BE prenait position et demandait à plusieurs hauts dirigeants de la Police, après lecture des rapports d'enquête du Comité P les accablant, de prendre leurs responsabilités.

Visiblement, être responsable et intègre ne sont pas les plus grandes qualités des intervenants dont certains ont pourtant une très haute opinion d'eux-mêmes.

Nous nous permettons de citer un passage issu d'un mail paru dans la presse où Monsieur Van Wymersch demande à Monsieur Calicis d'insérer dans le rapport de présentation de sa candidature le texte suivant :

« LORS DE SON PASSAGE DEVANT LA COMMISSION DE SELECTION ET QUESTIONNE A CE SUJET GVW A PU CONVAINCRE D'AVANTAGE QUE MONSIEUR YANSENNE EN DEVELOPPANT UNE VISION CLAIRE DES EXIGENCES D'INTEGRITE... » .

Dans la presse de ce jour (23/10/08), interrogé au niveau de la fraude flagrante dans l'acte de candidature, Monsieur Van Wymersch reconnaît les faits et déclare qu'il ne voit pas où se situe le problème (sic).

Qu'en est-il des principes d'intégrité, de respect de la norme, de déontologie et de remise en question auxquels sont soumis tous les policiers ?

SYPOL.BE

Syndicat de la Police belge
Syndicat van de Belgische Politie
Gewerkschaft der Belgischen Polizei

Impliqué dans au moins trois dossiers, le chef de zone de Bruxelles-capitale peut-il encore mériter la confiance de son personnel ?

Pourquoi le Bourgmestre de Bruxelles continue-t-il à le couvrir en refusant de prendre une mesure d'ordre ?

Cette absence totale de réaction est injurieuse et honteuse pour l'ensemble des membres du corps de police et dénigre la fonction de police.

Qu'est ce que cela cache ?

Ce nouvel épisode catastrophique pour l'image de marque de la Police Intégrée doit être envisagé dans le cadre d'un contexte général:

la police intégrée est trop souvent gérée de manière clientéliste par certains, parmi nos plus hauts dirigeants, pour qui les règles de droit et la loyauté ne prédominent plus, pour qui l'estompement de la norme est devenu la règle.

Au risque de nous répéter, ceux-ci n'ont plus leur place dans notre institution, ils n'ont plus l'autorité morale pour diriger la police alors qu'ils doivent faire figure d'exemple pour les policiers et les citoyens; ils déshonorent notre fonction et l'ensemble des fonctionnaires et dirigeants zélés de la police en bafouant les principes d'intégrité, de déontologie et de loyauté envers les institutions démocratiques, dont ils devraient être garants.

Deux Ministres de l'Intérieur successifs ont maladroitement délégué leurs pouvoirs de rédiger des textes légaux et de les interpréter, de diriger la police et de s'autocontrôler, à certains dirigeants policiers qui en ont abusé depuis la réforme, qui en abusent toujours actuellement et qui montrent leur déloyauté.





SYPOL.BE a attaqué ces arrêtés de délégation au Conseil d'Etat, SYPOL.BE essaye depuis plusieurs années déjà, trop souvent en vain, de montrer au pouvoir politique qu'il a mal placé sa confiance en certains technocrates qui font de la police une machine de plus en plus bureaucratique et coûteuse dont le but n'est souvent autre que de servir leurs intérêts et ceux de leurs clients au sens péjoratif du terme, au préjudice de tous les fonctionnaires de terrain et du citoyen.

Dans trois rapports le Comité P, qu'on le veuille ou non, a commencé à démontrer les dérives de la gestion clientéliste de certains dirigeants, lesquels tentent de se retrancher derrière des instructions manifestement illégales, ou leur soi-disant bonne foi synonyme d'ignorance des statuts, qu'ils ont parfois eux-mêmes rédigés ! « Non coupable, je ne savais pas... » !

SYPOL.BE rappelle que le personnel de la police aspire à une nouvelle culture dans sa direction.

Nous demandons dès lors au Ministre de l'Intérieur et au Parlement d'effectuer les changements nécessaires afin de mettre fin à ces pratiques qui ne peuvent subsister dans un état démocratique, et qui nous déshonorent tous !

Le Ministre de l'Intérieur et le Conseil Fédéral de Police se livrent actuellement à une évaluation du fonctionnement de la police intégrée, 10 ans après la loi du 07/12/98. Dans ce cadre SYPOL.BE a été entendu en tant que témoin, mais qu'en ressortira-t-il ? **Nous en avons assez de dénoncer l'incurie de certains, depuis 2001, sans que rien ne change favorablement.**

Manifestement, nous ne pourrions échap-

per à un audit d'envergure, voire à une enquête parlementaire sur les phénomènes que nous dénonçons depuis trop longtemps. Manifestement encore, même après le départ de plusieurs proches, le Ministre de l'Intérieur, qui semble commencer à s'en apercevoir, est entouré à l'heure actuelle de collaborateurs peu scrupuleux ou incompetents, qui le desservent, qui nous harcèlent.

De nombreuses décisions statutaires actuelles vont ainsi démoraliser le personnel tout en accentuant la gestion bureaucratique inégalée de la police, en favorisant la politique de clientélisme actuellement dénoncée au sein de la police fédérale ou de certaines zones, en encourageant notamment le retour d'une structure centralisée dont l'action mettra en péril les résultats d'enquêtes judiciaires et le fonctionnement de toute la police en général.

Rappelons que SYPOL.BE participe également activement à la manifestation de la vérité judiciaire dans le cadre de différents dossiers où nous sommes en présence de malversations caractérisées, et non plus de petits avantages anodins.

Eddy LEBON , Secrétaire Général





« Mais pourquoi attaquez vous des collègues ? », voilà une question qui est souvent revenue ces derniers jours . Il est vrai que très récemment, plusieurs syndicats, dont SYPOL.BE, ont vivement critiqué certains collègues, notamment l'attitude des inspecteurs de la BAA de la zone de Bruxelles-capitale-Ixelles, voire même le nouveau responsable de la zone le commissaire divisionnaire G. Van Wymersch .

Rappelons que tout syndicat se doit de défendre ses membres et SYPOL.BE ne déroge pas à la règle. J'ose même affirmer que dans ce domaine, SYPOL.BE est le syndicat le plus performant .

Nos membres bénéficient régulièrement de notre soutien dans le cadre de procédures disciplinaire, voire judiciaire. Nous veillons a ce que les procédures soient respectées, que les droits de la défense ne soient pas bafoués et que le cas échéant, la sanction soit proportionnée à la faute éventuellement commise, pour autant que faute il y ait .

Ne nous voilons pas la face, il arrive en effet que nous soyons amené à défendre des collègues ayant commis des impairs et nous nous devons de les défendre. Mais il y a le défendable et l'indéfendable .

Certains faits commis par des policiers jettent l'opprobre sur la profession entière et brisent le lien de confiance entre le policier

Mais pourquoi ?

et le citoyen. Sans ce lien de confiance, la police ne peut plus fonctionner.

Un syndicat soucieux de l'image de marque de la police et donc de ses affiliés, se doit de dénoncer l'inacceptable, les policiers qui trahissent leur serment et qui deviennent des voleurs ou des faussaires. Le butin, le but du faux ne sont pas l'important mais bien le fait, l'acte qui nuit à la bonne réputation de tous les policiers du Royaume.

Comment expliquer au citoyen qu'un policier qui vole ne soit pas lourdement sanctionné? Comment un policier peut-il encore faire confiance a un collègue qui a déjà commis l'irréparable?

Mais là n'est pas le plus grave. Ce qui m'interpelle dans deux dossiers c'est l'estompement de la norme. A Bruxelles-Capitale-Ixelles, lorsque les deux policiers fautifs ont été mutés, le service BAA dont ils faisaient partie a menacé de faire grève si l'autorité les mutait. Donc un service perçu comme « élite » menace de faire grève si l'autorité sanctionne des policiers ayant potentiellement commis un vol, dont un est en aveux. Où allons-nous si des policiers couvrent des policiers commettant un délit? Quelle crédibilité avons-nous encore ?

Comment expliquer au citoyen qu'un policier, chargé de diriger la plus grande zone de police locale du royaume ne voit pas le mal qu'il y a à magouiller dans des dossiers de nomination, surtout dans son propre dossier de nomination? Où est la norme, où est le respect des règles, des procédures, de la déontologie?

L'image de marque, la vitrine publique est ternie. Nous nous devons de dénoncer cela afin de rétablir la crédibilité des policiers intègres qui sont, heureusement, la grande majorité des policiers en service .

Jacques Wilputte

Zone de police Bruxelles-Capitale-Ixelles

Pratique du sport au sein de la Police: 2 poids, 2 mesures

Une note de service du 24-07-2008 émanant du nouveau directeur général DGA Olivier LIBOIS (Police Administrative Fédérale, lisible sur le site de la POLFED/DGA) nous apprend que ce dernier autorise la pratique du sport *contribuant à l'entretien ou à l'amélioration de la condition physique et/ou des aptitudes de police spécifiques en service*, sous diverses conditions peu contraignantes, limitée il est vrai à 24 heures annuelles.

Ce jeune et dynamique dirigeant sportif, particulièrement avisé, met en exergue les notions de bien-être, de lutte contre l'absentéisme, de mieux être tant physique que psychique, de communication et convivialité entre collègues, de plus-value dans le cadre de l'opérationnalité... On ne peut qu'approuver!

Au sein de la Police Fédérale il appartient au Directeur Général d'appliquer la directive GPI 37 relative à la pratique du sport. Lors d'une réunion récente relative à différents points nous avons demandé au Directeur Général DGJ Paul VAN THIELEN de mettre en application une directive similaire au profit de tous ses collaborateurs, au nom du principe d'équité. Cette demande du Sypol.be est à l'étude...

Au sein de chaque zone de police

cette compétence appartient à l'autorité dirigeant le corps et l'application ou interprétation de la directive peut donc hélas varier très fortement. Dès la parution de la GPI 37 nous avons attiré l'attention de l'autorité, sans résultats, sur les différences d'interprétation qui ne tarderaient pas à arriver, rendant de la sorte les membres du personnel inégaux entre eux. Nous essaierons à nouveau de sensibiliser le Ministre DEWAEEL sur ce point, sans guère d'espoir pour être franc!!!



Qualité d'OPJ des enquêteurs : Sypol.be est opiniâtre

Nous poursuivons nos démarches à ce sujet ! Pour rappel les inspecteurs des services locaux de recherche perdent la qualité d'OPJ lors de toute mobilité vers tout autre service local ou fédéral, même lorsqu'ils mutent vers un service d'enquête. Mais en outre cette qualité plus que nécessaire n'est plus octroyée aux nouveaux membres de ces services, même lorsqu'ils sont détenteurs

des modules de formation d'enquêteurs ou de police scientifique. (cfr nos travaux à ce sujet sur notre site). Nous avons encore défendu cette position (et d'autres) tant devant le Conseil Fédéral de Police qu'auprès du chef de cabinet du Ministre de l'Intérieur et du Directeur Général DGJ Paul VAN THIELEN. Ces deux derniers nous ont dit défendre le projet, le dossier étant actuellement entre les mains du Ministre de la Justice J. VANDEURZEN.

Formations certifiées du calog : le personnel préjudicié

Ce très lourd et ingérable système, comparable par sa difficulté à démarrer aux mécanismes de l'évaluation et de la formation continuée barémique, connaît de nombreux ratés préjudiciaux au personnel.

Collègues n'ayant pas été invités à suivre les formations auxquelles ils étaient inscrits, difficultés d'organiser les cours dans les délais, système à ce point bureaucratique que certains collègues ne bénéficient pas à temps et à heure de la régularisation barémique, suppression de formations programmées, impossibilités des académies (et on peut les comprendre) d'établir un calendrier des formations,..., bref l'autorité montre une nouvelle fois qu'elle engendre un système bureaucratique ingérable, dévorant de res-

sources, qui sape le moral du personnel et le prive de droits importants. Nous avons déjà montré notre incompréhension devant la position des organisations syndicales qui ont accepté que le personnel du calg soient soumis à des formations continuées sanctionnées par des examens, ce qui les différencie du cadre opérationnel. Dès lors nous prôtons la suppression de l'obligation du suivi de ces formations puisque l'administration est en tort, au préjudice du personnel. Mentionnons cependant que les autres organisations syndicales sont à présent d'accord sur ce point.

Des casques pourris pour les flics

La Police Fédérale essaye de fourguer, il n'y a pas d'autre mot, au personnel de la Police Fédérale et à lui seul, un stock de 227 casques...ne répondant plus aux normes de sécurité actuelles CEE. Et ce alors même que des casques modernes et agréés sont disponibles. C'est le SLFP qui révèle ce nouvel épisode de la gestion Kafkaïenne de certains services de la Police Fédérale, dont on rirait bien si ce n'est qu'à nouveau quelques apprentis sorciers jouent avec la vie du personnel, ni plus ni moins.

On remarquera également que les zones de police, le plus souvent gérées (nous n'avons pas dit toujours) par des



dirigeants responsables en « bons pères de famille », ne se permettent pas d'impensables écarts.

Budget 2009 de la Police : la chute libre

Bien que le ministre de l'intérieur, le commissaire général ou le directeur général DGS prétendent l'inverse, il est évident que les budgets globaux vont globalement baisser en 2009, d'environ 1%. Ce n'est pas rien, et les conséquences sur le fonctionnement de toute la police intégrée, mais aussi sur le bien-être du personnel, seront conséquentes. 1%, cela signifie environ 180 policiers fédéraux en moins. Concrètement, la direction du recrutement vient ainsi d'informer les académies du fait que contrairement aux promesses du gouvernement, le recrutement ne sera pas de 1350 inspecteurs, mais seulement de 1200. Cela signifie aussi que les « inconvénients (heures de week-end, nuits, rappelables/contactables et jours fériés), baissera de 10%. Donc 10 % de policiers fédéraux en moins aux moments où le citoyen en a le plus besoin. Mais encore, cela correspond à la SUPPRESSION, il n'y a pas d'autre mot, des trois cycles de mobilité pour la police fédérale. (déjà réduits...à 1 en 2008 !). D'où suppression du droit à la mobilité pour l'actuel personnel en place, ce qui est parfaitement intolérable. Ce qui veut dire que l'épargne

réalisée par le gouvernement au préjudice de la police fédérale, sera supporté en grande partie par les zones de police, lesquelles devront inévitablement suppléer la pol fed. Il est évident que certains services comme le WPR ou la DGJ où l'âge moyen du personnel flirte avec les 50 ans, deviennent ingérables pour cause d'absence de recrutement d'un personnel jeune et suffisamment formé !

Bref c'est la Berezina, la chronique d'une mort annoncée, mais seul notre Napoléon de ministre semble ignorer le dramatique de la situation !



COTISATION: RAPPEL

Depuis deux ans déjà le montant de la cotisation du secteur Police a été porté à 11 €.

Malgré de nombreux rappels environ 250 affiliés versent encore une cotisation de 9,42 € (comme en 1992 !), 9,92 € ou 10€.

Nous vous rappelons que le montant minimal de la cotisation est fixé par la loi.

En outre les collègues n'étant pas en ordre de cotisation ne bénéficient plus de la couverture juridique souscrite auprès d'ETHIAS, un avantage unique que n'offre aucun autre syndicat; cette assurance a un prix tel que nous ne pouvons bien sûr pas le payer sans le montant de votre cotisation, il est bon de le savoir, de le répéter.

Mais en outre, une procédure juridique de longue haleine telle que le recours "Copernic" déposé au nom de chaque affilié en ayant fait la demande, implique de chacun d'entre nous de respecter le principe de SOLIDARITE: ne faite pas payer par les autres une procédure intentée en votre nom!!!

Une bonne nouvelle pour ce début d'année: Malgré trois hausses successives d'index le montant de notre cotisation ne sera pas revu à la hausse dans un avenir proche.



SYPOL.BE

Syndicat de la Police belge
Syndicat van de Belgische Politie
Gewerkschaft der Belgischen Polizei



PAIEMENT PRESTATIONS IRREGULIERES SUITE ACCIDENT DE TRAVAIL

19

Anderlecht, le 07/11/2008,

Madame, Monsieur,

Par la présente, je me permets de vous soumettre la problématique exposée par l'une de nos affiliées à savoir la nommée X, Y, n° matricule : 000000000, Inspecteur de police à la zone de police 0000.

En date du 00/00/0000, notre affiliée a eu un accident de travail. Il s'avère que, depuis cette date, notre affiliée n'a pas encore bénéficié d'une régularisation de ses prestations irrégulières.

Il nous semble que l'intéressée n'est aucunement responsable dans le chef de l'accident de travail. Néanmoins, elle en subit les inconvénients.

Dans le cadre de cette problématique, il me semble que les textes de Loi prévus en la matière sont inappropriés et que la stricte application pénalise une nouvelle fois le membre du personnel.

Il va de soi que notre affiliée ne doit pas être tributaire des strictes applications de la Loi et que la régularisation de ses prestations irrégulières doit se faire sans plus tarder.

Pourriez-vous examiner à nouveau le dossier de notre affiliée et de régulariser celui-ci dans les meilleurs délais ?

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

HOTTAT, Jean-Marie

Secrétaire Général Adjoint Gestion Locale.





Police

Ministre de l'Intérieur
Secrétariat Police Intégrée

SSGPI
Rue Fritz Toussaint 8
1050 Bruxelles
Tél. 02 554 43 16
Fax 02 554 43 56

Syndicat de la Police Belge
A l'attention de Monsieur Jean-Marie HOTTAT
Secrétaire Général Adjoint Gestion Locale
Rue des Parfums, 23
1070 - ANDERLECHT

Page(s) 1
Annexe(s) 0

Bruxelles, Le 21 novembre 2008

Votre lettre du 07/11/2008
Vos références 5008 HJM
Nos références SSGPI/Omb-ID171740-2008

Votre gestionnaire du dossier Sylvie Allart
E-mail ssgpi.helpdesk@police.be
Teamware _SSGPI/HELPDESK

Objet : Accident de travail – Paiement des prestations irrégulières

Concerne : Madame

Référence(s) Note DGP/DPS-3428/A-2003 du 21/05/2003 « Accidents du travail – procédure ».

Monsieur,

Nous avons bien reçu votre courrier du 7 novembre 2008 qui a retenu toute notre attention. Vous trouverez dans les développements qui suivent les éléments de réponse relatifs à votre demande.

Comme vous le savez déjà, la note reprise en référence stipule que le paiement d'un montant moyen des prestations irrégulières en cas d'incapacité de travail temporaire ne peut être liquidé qu'après des périodes d'incapacité de travail ininterrompues de quatre mois.

Néanmoins, il appartient à la zone de police de décider d'accorder au membre du personnel concerné des liquidations anticipées des prestations irrégulières, et ce, avant le terme des quatre mois. Cependant, il s'agit là d'une possibilité offerte et non d'une obligation pour la zone de police de verser une avance sur les prestations irrégulières.

Je vous invite à formuler votre demande auprès de l'employeur de Madame, à savoir la zone de police

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez toujours prendre contact avec le gestionnaire du dossier via le 'contact center' du secrétariat GPI au numéro suivant 02/554.43.16.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Robert ELSEN
Directeur - Chef de service SSGPI f.f.

Copie : - SSGPI/B2L

Cela s'appelle un visionnaire ... 200 ans plus tôt . ! !

I believe that banking institutions are more dangerous to our liberties than standing armies. If the American people ever allow private banks to control the issue of their currency, first by inflation, then by deflation, the banks and corporations that will grow up around the banks will deprive the people of all property until their children wake-up homeless on the continent their fathers conquered. "



Thomas Jefferson 1802

Traduction :

« Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquis. «

Thomas Jefferson 1802



CONGE D'ALLAITEMENT

Madame, Monsieur,

Par la présente, je me permets de vous relater la problématique exposée par l'une de nos affiliées.

Notre affiliée nous informe être actuellement enceinte. Le terme de sa grossesse est prévu pour la mi-avril. Celle-ci souhaite obtenir un congé d'allaitement de 3 mois après son congé post-natal.

D'après les renseignements obtenus, il s'avère que notre membre ait peu de chance d'obtenir ce congé vu que deux locaux sont aménagés au sein de sa zone de police afin de permettre aux jeunes mères de tirer leur lait.

Il semblerait que lesdits locaux soient installés au commissariat d'Etterbeek ainsi qu'à l'antenne de la même commune.

Je vous informe que notre affiliée n'est pas casernée au sein de cette commune.

La distance qui sépare le lieu de casernement de notre affiliée et l'un de ces locaux prévu à cet effet engendrera une accumulation de fatigue et perturbera inéluctablement le service.

Il va sans dire que le but de l'allaitement est de garder un contact privilégié avec l'enfant.

Qui plus est, les trajets qui seront effectués afin de tirer son lait et le retour à son lieu de casernement puis vers son domicile situé en dehors de Bruxelles ne permettront pas de maintenir le lait dans de bonnes conditions ambiantes et ce jusqu'à l'enfant l'ingurgite soit en fin de journée.

Au vu de ce qui précède, un congé d'allaitement peut-il être accordé à ce membre du personnel après le congé post-natal ?

Dans le cas où notre affiliée se voit refuser le congé d'allaitement, celle-ci souhaite pouvoir se rendre à la crèche à laquelle sera inscrit son enfant et qui sera probablement dans la commune de son lieu de casernement. Ainsi, notre affiliée pourra allaiter son enfant tout en gardant ce contact privilégié.

Cette possibilité peut-elle être envisagée ?

Notre membre nous signale également avoir introduit une demande d'inscription auprès de la crèche fédérale. A ce jour, notre affiliée n'a toujours pas reçu de réponse.

Vu les carences de places disponibles dans les crèches, les futurs parents qui font la demande pour inscrire leur enfant au sein de la crèche fédérale sont en droit d'attendre un courrier même si la réponse s'avère être négative.

Ainsi, ses futurs parents pourront poursuivre leur recherche auprès d'autres crèches et ne resteront pas dans l'attente d'une réponse.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

HOTTAT, Jean-Marie

Secrétaire Général Adjoint Gestion Locale.



FEDERALE POLITIE
 Algemene Directie van de
 Ondersteuning en het Beheer
 Directie van de juridische dienst,
 het contentieux en de statuten
 Fritz Toussaintstraat 8
 1050 BRUSSEL

POLICE FEDERALE
 Direction Générale de
 l'Appui et de la Gestion
 Direction du Service juridique,
 du contentieux et des statuts
 Rue Frits Toussaint 8
 1050 BRUXELLES

SYPOL
 A l'attention de Mr Jean-Marie HOTTAT,
 Secrétaire Général Adjoint Gestion Locale
 Rue des Parfums 23
 1070 Anderlecht

03.111.2008

| | | | |
|-----------------|-----------------------------|---------------------|------------------------------------|
| Nos références | DGS/Dsj- <i>2008/9108/A</i> | Votre correspondant | Conseiller Juriste Caroline CUGNON |
| Votre lettre du | 14 janvier 2008 | Téléphone | 02 642 62 10 |
| Vos références | 2308HJM | Fax | 02 642 61 35 |
| | | E-mail | dgs.dsj@police.be |

Objet : Pauses d'allaitement

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint,

J'accuse bonne réception de votre courrier en date du 14 janvier 2008 qui a retenu toute mon attention.

Conformément à l'article VIII.V.10 PJPol, le membre du personnel féminin tant statutaire que contractuel a droit à une dispense de service afin d'allaiter son enfant au lait maternel et/ou de tirer son lait.

Pour allaiter et/ou tirer du lait l'employeur doit mettre à la disposition du membre du personnel un local où elle peut allaiter ou tirer son lait dans le respect de la vie privée, le calme, la sérénité et dans des conditions confortables.

Par exception avec ce qui précède, le membre du personnel et son employeur peuvent convenir qu'elle commence le travail plus tard ou qu'elle quitte le travail plus tôt pour allaiter et/ou tirer son lait ailleurs. Cela signifie que, lorsque le membre du personnel qui a un horaire de plus de 7h30 par jour a droit à deux pauses par jour, soit elle commence le travail une demi-heure plus tard et elle quitte le travail une demi-heure plus tôt, soit elle commence le travail une heure plus tard ou bien elle quitte le travail une heure plus tôt. Il va de soi qu'une telle organisation des pauses d'allaitement n'est pas toujours possible (distance domicile-lieu de travail élevée, horaire du transport public...).

Le droit au congé d'allaitement ne peut être accordé que si l'organisation des pauses d'allaitement selon les modalités précitées n'est pas possible, c'est-à-dire :

1. s'il n'y a pas de local d'allaitement et
2. si l'octroi de l'horaire adapté n'est pas envisageable.

Par contre, il est tout à fait possible d'autoriser l'intéressée à se rendre à la crèche de l'enfant pour l'allaiter selon des modalités d'horaire convenues.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général Adjoint, l'expression de nos salutations distinguées.


 Commissaire Divisionnaire Juriste Marc DE MEÛMAEKER
 Directeur de la direction du service juridique, du contentieux et des statuts

Le Vif – l'Express

Avalanche de promotions chez DEWAEL.
Marie-Cécile ROYEN
DEUX AUTRES CABINETTARDS PRIVILEGES

Le cabinet du ministre de l'intérieur était un magnifique tremplin pour les conseillers sur le départ. Le comité P dénonce ces dérives. La désormais célèbre Christa DEBECK, membre du cabinet Dewael, candidate aux dernières élections communales sur la liste MR-Open vld d'Auderghem, n'est pas la seule à devoir se faire du souci. Certes, dans son cas, les choses sont relativement claires, bien qu'elle bénéficie de la présomption d'innocence. Avec l'inspecteur général de la police Luc Closset et son adjoint, Guido Van Wymersch (nouveau chef de la zone de police Bruxelles-Ixelles), elle est au cœur d'une enquête de la juge d'instruction An Gruwez. La magistrate veut éclaircir les circonstances de la super-promotion de Christa Debeck à l'inspection générale de la police. (Le vif/l'express du 26/09).

Le comité permanent de contrôle des services de police, à qui la csc services publics avait dénoncé les faits, n'implique pas le ministre de l'intérieur, évoquant prudemment un ou plusieurs ex-membres de son entourage susceptibles d'avoir participé à cette nomination. Deux d'entre eux se sont, en quelque sorte, autodésignés, en présentant leur démission, juste avant que le ministre de l'intérieur ne soit interpellé durement en commission de l'intérieur de la chambre. Leur départ a été précipité par la publication, dans la presse flamande, d'un e-mail montrant clairement que les instructions émanaient en droite ligne du cabinet Dewael. Dans un communiqué, Paul Van Tigchelt et Chris Vanderlinden disent être "arrivés eux-mêmes à la conclusion qu'ils n'avaient pas toujours conseillé le ministre de façon judicieuse". Et Patrick Dewael a sauvé sa tête!

Quant à Chris Vanderlinden, policier fédéral détaché auprès du ministre à la "cellule budget

et personnel", il aurait bien préparé son avenir. Des affiliés du snps, ex-syndicat "Van Keer", ont attaqué devant le conseil d'état la promotion de ce policier au grade de commissaire divisionnaire. La décision remonte à un arrêté royal du 5 août 2006, avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2004 (entraînant un rattrapage de salaire de 25.000 €k, en plus d'une rémunération plus élevée). D'après le snps, cet arrêté royal, dont le fondement statutaire serait équivoque, n'aurait jamais été publié au Moniteur... Le conseil d'état s'est déclaré incompétent et l'affaire est toujours pendante devant la cour constitutionnelle. Mais ce n'est pas tout.

Au moins deux autres membres du cabinet Dewael, Fred V. et Greet S., ont également bénéficié de promotions anormales. Formellement, le comité P n'est pas habilité à émettre une opinion sur la gestion d'un cabinet ministériel. Néanmoins, vu la qualité de policier ou de calog (cadre civil) de ces 2 cabinettards, il a demandé un avis au Pr David RENDERS (UCL). Pour ce spécialiste du droit administratif, également membre du barreau francophone de Bruxelles, la promotion de Fred V. est manifestement exagérée (plus de 40% d'augmentation), voire illégale. Ce conseiller chargé de la sécurité civile au cabinet Dewael, membre calog en congé de la police d'Anvers et faisant fonction de commissaire d'arrondissement adjoint de la province d'Anvers (étiquette open vld), n'aurait pas dû être promu par le ministre de l'intérieur, mais par le conseil communal d'Anvers dont il dépend encore statutairement. Même topo pour Greet S., "expert" à la police fédérale, d'après son profil internet. Aux dernières nouvelles, ces collaborateurs de Patrick Dewael, ainsi que leur ex-collègue Christa Debeck, parachutée à l'inspection générale de la police, jouissent encore de leurs privilèges. Le comité P avait pourtant indiqué discrètement la voie à suivre: "il appartient au ministre compétent de décider de maintenir ou non les actes concernés et, le cas échéant, aux juridictions de se prononcer sur leur régularité."

SYPOL.BE

Syndicat de la Police belge
Syndicat van de Belgische Politie
Gewerkschaft der Belgischen Polizei



Onze beste wensen voor 2009 !

De gehele - en dus kleine - ploeg van **SYPOL.BE** wenst U en de uwen op elk gebied het allerbeste voor het nieuwe jaar.

Nu ja, voor wat ons aller beroepsleven betreft lijkt het allerbeste voor 2009 niet vanzelfsprekend. Het nieuwe jaar zal er immers één van de recessie van de politie en, bijgevolg, het politiepersoneel worden; onder de kerstboom wachten heel wat duistere pakjes, zoals de verlaging van de budgetten, de aanwervingstop, de herplaatsingstop voor het federale politiepersoneel, geschrapte materiaalbestellingen, nieuwe beschikkingen die tot minder vergoedingen en andere schadeloosstellingen zullen leiden, een nieuwe 'functionele loopbaan' waarbij de vriendjespolitiek alom tegenwoordig zal zijn, of andere geldelijke voordelen die alle overige leden van het openbaar ambt reeds sinds jaren ontvangen en nooit voor de politie weggelegd zijn omwille van de zogenaamd 'hoge lonen', ...

En ons beroepsleven zag er al niet rooskleurig uit door de onrustwekkende toeneming van vrijwillige gewelddaden op politieambtenaren, terwijl de Minister van binnenlandse zaken en de overblijvende bureaucraten aan wie hij zijn macht toebedeelde, zich nog minder dan gisteren om de veiligheid van

de veldwerkers bekommeren. Sinds de koelbloedige moord op onze collega Kitty vond volksvertegenwoordiger Pierre-Yves Jeholet [MR] 930 feiten van slagen en verwondingen in 2007 die politieambtenaren binnen of buiten de dienst dienden te ondergaan. Elkeen zou dan een ernstige doorlichting verwachten om de redenen van die toename op te helderen, maar dit is België... Wanneer ontvangen alle geüniformeerde politieambtenaren dezelfde veiligheidsuitrusting die gewoon een basis zou moeten zijn? Wanneer kunnen de niet-geüniformeerde politieambtenaren punten die nu bestemd zijn voor klakken die ze niet kunnen dragen, inwisselen voor veiligheidsmateriaal dat hen door de overheid geweigerd of onthouden wordt? Wanneer zal de geestesgesteldheid in die mate vorderen dat politieambtenaren kunnen beschikken over doeltreffende, niet-dodelijke wapens als de 'taser'? Zullen de gemeenschappelijke wapens die slechts schot per schot kunnen vuren, vervangen worden door een modern P-90 machinepistool, of zullen de enkele demagogische politici die de P-90 een 'terroristenwapen' achten, in hun verdwazing gevolgd worden?

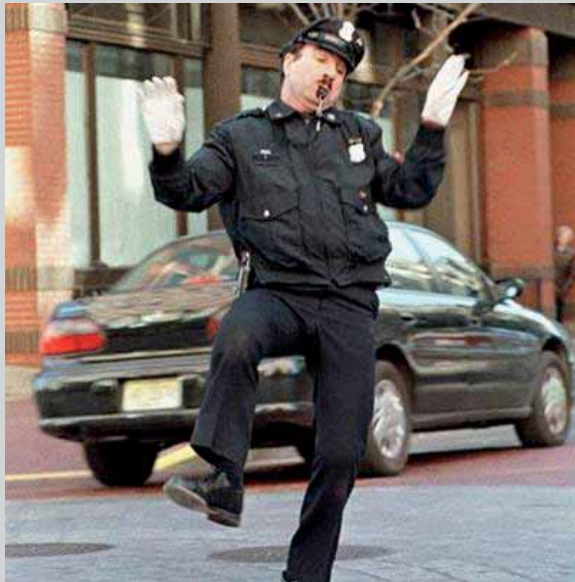
We kunnen natuurlijk ook onze dromen voor waarheid nemen, en verwachten dat 2009 de vermindering van de papierwinkel en de onnuttige en overbodige procedures zal betekenen. Of dat in het informatiewerktuig dat de Federale politie alle onderdelen van de ge-



integreerde politie zal bezorgen, voor eerst alle bugs vernietigd worden en de kinderziekten genezen. Of nog, dat alle politieke en politieke leidinggevend die nu zo onder vuur liggen het blazen van de politie terug op zullen poetsen door een ogenblikkelijk einde te maken aan hun politiek van begunstiging van bepaalden en vriendjespolitiek. We kunnen hopen dat een nieuwe en doorzichtige tuchtreglementering de politieambtenaren uiteindelijk zal toelaten zich voor een nieuwe tuchtrechterlijke beroepsinstantie te verdedigen, aangezien zelfs gangsters dit elementaire recht hebben. We kunnen verwachten dat de enorme politiebudgetten als 'goede huisvader' door rechtschape ambtenaren worden beheerd, of dat SYPOL.BE en zijn leden dezelfde syndi-

cale rechten ontvangen als de politieke of aan bepaalde machten onderworpen vakbonden, zeker nadat België dienaangaande eens te meer door de Europese overheden terecht is gewezen, of...

Maar het lijkt ons veiliger met de beide voeten op de grond te blijven, zoals trachten naar *'uitmuntendheid te streven'*, zoals het managementmodel EFQM dat door onze leidinggevend zo wordt aanbeden, vooropstelt. Het is evenwel veiliger en, vooral, meer haalbaar *ons uiterste best te doen*, zoals de overgrote meerderheid van de politieambtenaren steeds betracht, v6r dus van de megalomane eierzucht van het voormelde managementmodel, maar zoveel realistischer. De burger verdient dat.





De IAO veroordeelt België

27

Tekst van 23/11/2008

Volgens de Internationale Arbeidsorganisatie [IAO] die de sociale rechtvaardigheid tot doel heeft en, meerbepaald, de rechten van de mens binnen de arbeidsorganisatie geëerbiedigd wenst te zien, overtreedt België de *'elementaire principes van de syndicale vrijheid'*.

De IAO verwijt België geen objectieve maatstaven voor de erkenning van representatieve vakbonden te hanteren, zo bevestigde zondag professor emeritus Roger Blanpain van de Katholieke Universiteit van Leuven die zich op het jaarlijkse verslag van het deskundigencomité van de IAO baseerde. Volgens de IAO is het Belgische systeem in overtreding met *'de elementaire principes van de syndicale vrijheid'*.

Om als representatief beoordeeld te worden dient in België een vakbond over het gehele land 50 000 leden tellen en te zetelen in de Nationale Arbeidsraad [NAR]. Alléén... de Minister van Werkgelegenheid beslist op soevereine wijze wie in die NAR zetelt, zo onderstreepte de voormalige hoogleraar in sociaal recht van de KUL.

Deze wijze van het toekennen van de representativiteit schept een syndicale alleenheerschappij voor vakbonden als het ABVV, het ACV en het ACLVB. Zij, en zij alleen, bekomen op die wijze het recht om collectieve arbeidsovereenkomsten af te sluiten, kandidaten voor de ondernemingsraden voor te stellen, te zetelen in paritaire comités en arbeidsrechtbanken,... Ze worden daarbij geldelijk geholpen door de openbare overheden en de werkgevers. Volgens professor Blanpain roept de IAO België op de wetgeving aan te passen en de vakbondsvrijheid op die wijze te versterken.

De IAO, een agentschap van de UNO dat bestaat uit regeringen, werkgevers en -nemers van de deelstaten leverde in het verleden reeds kritiek op het systeem dat in België voordelen oplevert voor slechts bepaalde vakbonden en beoordeelde het als discriminerend, zo vervolgde de professor.





Schreeuwend onrechtvaardig!

Moet men in de - blijkbaar relatieve - veiligheid van de eigen woning geweld slikken, zich laten aanvallen, het gevaar lopen familieleden mishandeld, geslagen, zelfs gedood te zien, zonder ook maar te trachten om, als politieambtenaar, de aanvallers aan te houden? "Neen", zal U me zeggen, en nochtans...

Het overkwam één van onze collegae, J.N., en, alhoewel natuurlijk elk feit van de omstandigheden afhangt, mag hier het gegeven dat het ons wordt verboden ons dienstwapen huiswaarts te voeren, en de angst voor de keerzijde van het uitoefenen van ons beroep buiten de diensturen, met de vinger gewezen worden.

J.N. wordt onlangs om 05:00 uur wakker van een verontrustend geluid en merkt alras dat gangsters zijn deur intrapten en zich op vastbesloten, gewelddadige wijze met allermint goede bedoelingen toegang tot zijn woning verschaffen. Gelet op de houding van de gangsters meent J.N. dat ze, in tegenstelling tot zichzelf, wel eens gewapend zouden kunnen zijn, en maakt zich bekend, er voor zorgend dat hij bovenaan de trap, en uit het gezichtsveld van de heerschappen blijft. Eén van de gangsters roept hem uiterst agressief toe: "*Hoerenzoon, geld, en als je je vertoont leg ik je neer*".

Aan zijn vrouw en kinderen, verstopt onder de dekens, heeft J.N. niet veel. Hij moet machteloos toehoren hoe de heerschappen het hele gelijkvloers doorzoeken voor ze de biezen nemen. Een politieambtenaar, geroepen om de gemeenschap en haar burgers te beschermen, slaagde er niet eens in zichzelf en zijn gezin te beschermen...

Door haar regelgeving heeft onze politieke overheid overduidelijk bewezen geen snars begrepen te hebben van het lopen van herhaaldelijk gevaar. Minstens zou ze daarvoor op het matje moeten worden geroepen! Het is immers niet niks als een politieambtenaar door haar beslissingen niet in staat is zichzelf en anderen te beschermen... In hoeverre kan men over loyaliteit van de overheid spreken - loyaliteit die ze wél van de politieambtenaren eist - wanneer ze weet dat dergelijke feiten zich méér en méér zullen voordoen, niet in het minst omdat gangsters weten dat politieambtenaren buiten hun diensttijd ontwapend zijn?

S.S.



Vraag nr. 400 van de heer Joseph Arens van 22 september 2008 aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken:

Politie. Aantijgingen van het onafhankelijk Syndicaat van de Belgische Politie. (SYPOL.BE)

In een persartikel stelt het onafhankelijk Syndicaat van de Belgische politie ernstige disfuncties bij de politie aan de kaak en roept het de regering op een onderzoek te laten uitvoeren.

Het syndicaat heeft het onder meer over "ongestraft begane geldverduisteringen op verschillende vlakken en verschillende hoge niveaus van de federale politie", "bedrog", "schending van de fundamentele rechten van ijverige ambtenaren", "niet te rechtvaardigen gedragingen" en "een anarchistische juridische werking van de geïntegreerde politie".

Het gaat om ernstige beschuldigingen. Het is onze plicht om enerzijds de bevolking gerust te stellen en anderzijds na te gaan of die beweringen kloppen.

Wat vindt u van die aantijgingen?

a) Heeft de Algemene Inspectie een interne audit opgestart om na te gaan of die beschuldigingen kloppen?

b) Zo niet, overweegt u dan zelf een audit te laten uitvoeren?

3. Werden er bij het Comité P of de Algemene Inspectie Klachten ingediend in verband met voormelde beweringen?

Antwoord van de vice-eersteminister en minister van binnenlandse Zaken van 23/10/08, op de vraag nr 400 van de heer Joseph ARENS van 22/09/08:

Telkens mij punctuele feiten ter kennis worden gebracht geef ik opdracht tot het instellen van de nodige onderzoeken. Desgevallend worden de nodige besluiten getrokken.

Er is momenteel geen nood aan een audit.

Ingevolge enkele tussenkomsten van SYPOL werden aan het secretariaat SSGPI richtlijnen gegeven om in overeenstemming te blijven met de loonbeschermingswet.

Antwoord van SYPOL.BE :

Meermaals namen we contact op met de Minister van binnenlandse zaken en zijn SAT. Onlangs nog werden zeer precieze feiten ter kennis gebracht van de leidinggevendenden van zijn kabinet. Vruchteloos...

We verloren, met andere woorden, onze tijd. We hebben geen enkele vorm van vertrouwen op dat niveau...

Vanaf dat ogenblik brengen we feiten die ons worden meegedeeld ter kennis van de gerechtelijke overheden of de pers; dit blijkt een veel doeltreffender manier te zijn in plaats van op de schuldegevoelens van de Minister en zijn omgeving te wachten.

Bij de Algemene inspectie en de Centrale Dienst ter bestrijding van de Corruptie werden ingevolge de onthullingen van SYPOL.BE en haar dappere leden-klokkenslagers, verschillende bundels geopend. Andere diensten en de pers ontblootten ook enkele feiten, waaronder de onwettelijke bevorderingen van verschillende politieke schepsels binnen het kabinet van Patrick Dewael - bevorderingen waartegen de Minister naar goede gewoonte niets ondernam...

We herinneren eraan dat een directeur van verduistering wordt beschuldigd, en dat er eindelijk openlijk wordt gesproken over de onwettelijke voordelen die het vriendendienststelsel binnen de Federale politie, en zelfs binnen het kabinet van de Minister-die-geen-doorlichting-behoeft, verstrekt.

En dat is nog maar het topje van de ijsberg! We komen hier binnen afzienbare tijd op terug...

Eddy Lebon

Wie zei alweer dat helderzienden niet bestaan?

Lees even mee wat Thomas Jefferson in 1802 schreef aan zijn Minister van Begroting Albert Gallatin:

“ I believe that banking institutions are more dangerous to our liberties than standing armies. If the American people ever allow private banks to control the issue of their currency, first by inflation, then by deflation, the banks and corporations that will grow up around the banks will deprive the people of all property until their children wake-up homeless on the continent their fathers conquered.”



[Ik meen dat bankinstellingen gevaarlijker zijn voor onze vrijheden dan staande legers. Indien het Amerikaanse volk de privé-banken op een dag toestaat haar geld te controleren zullen die banken en alle instellingen die er omheen groeien, het volk van haar eigendom beroven, eerst door inflatie en vervolgens door deflatie, tot haar kinderen dakloos ontwaken op het werelddeel dat hun vaders veroverden].

Thomas Jefferson [Shadwelle 13-04-1743 – Monticello 04-04-1826], was een Amerikaans staatsman, filosoof en kunstenaar. Hij werd tot derde president van de Verenigde Staten gekozen. Het ontwerp van de Onafhankelijkheidsverklaring van 1776 was grotendeels zijn verdienste. Hij was, met andere woorden, niet de eerste de beste, in tegenstelling blijkbaar tot bepaalde Belgische én buitenlandse bankiers...

Goede vragen, maar slechte antwoorden...

Vraag van de heer Pierre-Yves JEHOLET (MR) van de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over « het gebruik van less-than-lethalwapens door de federale politie.

Minister DEWAELE heeft gezegd dat de less-than-lethal wapens volledige voldoening hadden geschonken de enkele keren dat ze werden gebruikt, maar dat de federale politie niet de bedoeling had om ze vaker te gaan gebruiken. Niettemin was het personeel van de geïntegreerde politie vorig jaar in 930 gevallen het slachtoffer van slagen en verwondingen. In zo een context kan men zich aanvragen of dergelijke wapens niet vaker gebruikt moeten worden. Politieagenten kunnen immers jammer genoeg hun koelbloedigheid verliezen omdat het moeilijk is in te schatten in welke mate ze echt bedreigd worden. Kiezen voor minder dodelijke wapens, waarmee de amokmakers kunnen worden uitgeschakeld, zou een rationele keuze kunnen blijken. Het lijkt me nuttig om het debat aan te gaan over het frequenter gebruik van dit type wapens, waarmee de politieagenten op evenredige wijze kunnen reageren op de meeste dreigingen.

Minister **ANNEMIE TURTELBOOM** :

Ik bevestig het antwoord dat op 11 juni gegeven werd. Spray en de wapenstok maken deel uit van de individuele wapenuitrusting van alle politieagenten.

De Taser en de FN 303 zijn wapens die worden voorbehouden voor bepaalde leden van gespecialiseerde eenheden die daarvoor een specifieke opleiding krijgen.

In Luik werkt een studiegroep onder leiding van professor Thys aan de problematiek van de neutraliseringswapens met ogenblikkelijk effect. Daarbij wordt onderzoek verricht naar de technische en menselijke dimensie, de toepassingsmogelijkheden voor de politiediensten en het aanvaarden ervan door de burgers.

In het voorjaar hield professor Thys, in samenwerking met de universiteit te Gent, een conferentie over de less-than-lethal wapens als antwoord op de nieuwe dreigingen.

De federale politie wacht op de voorstellen van de wapencommissie in verband met de aanpassing van de technische normen.

Naar aanleiding van uw suggestie om het gebruik van dat soort wapens uit te breiden hebben de lokale en de federale politie laten weten dat dit volkomen onaangewezen is omdat daartoe een tactisch plan moet uitgewerkt worden, dat door de magistraten moeten worden besproken en goedgekeurd.

Pierre-Yves JEHOLET (MR) : De spray kan vergeleken worden met de wapenstok en om dergelijke wapens te kunnen hanteren moeten de politiemensen een aangepaste opleiding volgen.

Ik denk dat het nuttig zou zijn om hierover een tegensprekelijk debat te voeren in het kader van de bescherming van de politiemensen op het terrein.

De 'herstelwet' ingevolge het arrest 94/2008 van het Grondwettelijk Hof is een onontwaaarbaar kluwen met verschillende 'tapijten' die krioelen van nieuwe statutaire ongelijkheden!

Ter herinnering: ingevolge vorderingen van SYPOL.BE en zijn leden, evenals verschillende andere rechtzoekenden, schrapte het Grondwettelijk Hof de artikels 2 en 3 van de wet van 02-06-2006, beter gekend als 'Vesalus bis' die de werking van het 'oranje tapijt', de benoeming van de aangestelde collegae binnen DGJ dus, omschreef. Het doel van de vordering van SYPOL.BE betrof de uitbreiding van de verstrekte voordelen aan andere personeelklassen die zulks, naar onze mening, evenzeer verdienden, zowel op lokaal als op federaal vlak.

De bewijsgronden van SYPOL.BE werden door het Hof weerhouden, maar ééns te meer weigert de Minister van binnenlandse zaken de personeelklassen die we verdedigden, naar waarde te schatten.

De Minister en zijn horde 'deskundigen' zullen het parlement een wetsontwerp voorleggen dat geacht wordt een antwoord op het vonnis van het Hof te bieden. Eén of ander artikel afzonderlijk beschouwd lijkt voordelen op te leveren, maar van het geheel kan veilig gezegd worden **dat dit wetsontwerp, mocht het gestemd worden zoals het voorligt, meer statutaire ongelijkheden zal scheppen dan schrappen!**

Volgens een eerste ontleding van het op dit ogenblik voorliggende ontwerp blijkt het onderstaande:

De collegae van de voormalige BOB behouden uiteraard het voordeel van hun benoeming in de aangestelde graad, hoofdinspecteur of commissaris [van 2008 tot 2012];

De collegae van de voormalige BOB die benoemd worden in hun aanstellingsgraad van 'commissaris' ontvangen een nieuw loonschaalvoordeel dat geen enkele commissaris tot nog toe ontving, of het nu op het ogenblik van de hervorming zij [de officieren vóór de hervorming, afkomstig de Rijkswacht, de gemeentelijke of de gerechtelijke politie] dan wel door de inrichting van de 'rode loper'. Ze zullen **horizontaal** ingeschaald worden in plaats van **volgens de drie-stappenregel**, waardoor ze **hun gehele loonschaalanciënniteit behouden**. Ze winnen op die wijze, volgens het geval, 10 tot 12 jaar, alsof hun benoeming het gevolg zou zijn van een 'sociale promotie'.

De leden van de voormalige BOB die reeds volgens het stelsel van de 'drie-stappenregel' in het kader van de 'rode loper' ingeschaald werden, kunnen aan die benoeming verzaken en worden dan volgens het voordelige stelsel van de 'oranje loper' opnieuw als commissaris benoemd, dus zonder verlies van loonschaalanciënniteit. Dit enorme voordeel wordt alle andere personeelklassen geweigerd.

De voormalige rijkswachters binnen DGJ - niet-leden van de voormalige BOB - die tot hoofdinspecteur of commissaris werden aangesteld, zullen in twee 'wagons' in 2013 en 2014 benoemd worden, zonder daartoe en aanvullende opleiding te moeten volgen. Een positieve tweejaarlijkse toetsing blijft verplicht.

De commissarissen zullen volgens de 'drie-stappenregel' benoemd worden en verliezen dus een aanzienlijk deel van hun loonschaalanciënniteit.



De voormalige rijkswachters binnen DGJ - niet-leden van de voormalige BOB - die na de hervorming bijkomend tot commissaris werden aangesteld ingevolge het verloop van de 'rode looper', zullen, zonder daartoe en aanvullende opleiding te moeten volgen maar met een verplichte positieve tweejaarlijkse toetsing, volgens de 'drie-stappenregel' benoemd worden na 7 jaar aanstelling en in ten vroegste 2015.

De leden van de voormalige gemeentelijke politie en rijkswacht die bij de hervorming [2001 - 2002] werden aangesteld in het kader van de proportionele verdeling van leidinggevende ambten op lokaal en federaal vlak, zullen na 7 jaar aanstelling benoemd worden, dus in 2008 of 2009, zonder daartoe en aanvullende opleiding te moeten volgen maar met een verplichte positieve tweejaarlijkse toetsing.

Aangezien binnen DGJ met het stelsel 'oranje looper' de voormalige rijkswachters, houders van een brevet 'adjutant', voorrang genoten, wordt eenzelfde beschikking ingelegd ten voordele van de M7bis, houders van het brevet '2D' van de voormalige gerechtelijke politie. De enkele collegae die in dezelfde omstandigheden vertoeven [M7bis binnen DGJ] omdat ze houder zijn van het brevet 'commissaris van de gemeentelijke politie' worden, volkomen onverwacht, buiten deze beschikking gehouden. Nochtans kenden ze tot nog toe dezelfde weddenschaal als de laureaten 2D...

Geen enkele waardering wordt voorzien voor de middenkaders A en B van de voormalige gerechtelijke politie, houders van een hoger of universitair diploma en ingeschaald in M4.2. Deze personeelsklasse is dus **de enige** van alle basis- of middenkaders binnen DGJ die geen enkele waardering via één of ander 'tapijt' ontvangen,

terwijl ze objectief gezien toch het hoogst en breedst gediplomeerde middenkader van de gehele geïntegreerde politie uitmaken.

Geen enkele waardering wordt voorzien voor de leden van de lokale opsporingsdiensten die vóór de hervorming deel uitmaakten van een opsporingsdienst binnen een rijkswachtbrigade of eenheid van de gemeentelijke politie. Nochtans stelt het vonnis 102/2003 van het Grondwettelijk Hof uitdrukkelijk dat de leden van deze personeelsklassen wettelijk op identieke wijze dienen behandeld te worden als hun collegae van de voormalige BOB.

Het spreekt voor zich dat deze nieuwe waarderingen slechts één welbepaalde personeelsklasse van de Federale politie, en meer bepaald binnen DGJ, aanbelangen. Uitzondering gemaakt voor enkele zeldzame aanstellingen vallen de politiezones buiten de waarderingstelsels. Niet voor het eerst wordt een politiek van 'twee maten en gewichten' gevoerd, en er dient vastgesteld dat de overheid, in tegenstelling tot andere personeelsklassen, met opmerkelijke hardnekkigheid weigert de bijzonderheid van beide laatstgenoemde personeelsklassen te erkennen, of beslissingen van de hoogste rechtbanken in de materie in hun voordeel toe te passen.

Het lijkt dan ook overbodig hieraan toe te voegen dat SYPOL.BE de bundel reeds aan zijn advocaten heeft toevertrouwd en nieuwe juridische veldslagen tegen dit onbegrijpelijke allegaartje van onrechtvaardigheden zich zullen aandienen.

Eddy Lebon





En nog maar eens: beroeps-ethiek, waarden, integriteit,...

'Guido Van Wymersch heeft niet langer meer het morele gezag om het belangrijkste lokale politiekorps van België te leiden'

'Guido Van Wymersch, korpschef van de politie van Brussel Hoofdstad Elsene, opnieuw in één [of meerdere] bundel[s] betrokken! Wanneer houdt dit op?'

SYPOL.BE wachtte bovenstaande, grote krantenkoppen niet af, maar nam in een persbericht van 19-09-2008 reeds stelling. We vroegen toen, na lezing van de onderzoeksverslagen van het Comité P dienaangaande, meerdere hoge leidinggevenden van de politie, waaronder de heer Van Wymersch, hun verantwoordelijkheid op te nemen. Blijkbaar behoren verantwoordelijkheidszin en integriteit niet tot de grootste eigenschappen van de betrokken personen waarvan sommigen, volgens het Comité P, toch een geweldige dunk over zichzelf hebben...

We halen dienaangaande een in de pers verschenen passus aan waar de heer Van Wymersch, toen nog kandidaat voor de functie van korpschef, de heer Calicis, hoofd van de dienst 'interne controle' van de politiezone Brussel - Hoofdstad - Elsene, verzoekt in het voorstellingsverslag van zijn kandidatuur de onderstaande zin in te voegen: *'Bij zijn verschijning voor de selectiecommissie en hierover gehoord overtuigde Guido Van Wymersch, meer dan David Yansenne, door de ontwikkeling van een duidelijk standpunt over de vereisten van integriteit ...!'*

Op 23-10-2008 gehoord door de pers over het toch in het oog springende gesjoemel in zijn evaluatieverslag bekent de heer Van Wymersch onmiddellijk maar voegt eraan toe *'het probleem niet te zien'*. Als stellingneming kan dat tellen! Hoe zit dat eigenlijk met de heilige regels van de integriteit, de eerbied voor waarden en normen, de beroep-

sethiek en het zichzelf voortdurend in vraag stellen? Gelden die regels dan niet voor alle politieambtenaren? Of zijn enkel de 'medewerkers' daaraan onderworpen?

Het korpschef van de politiezone blijkt nu reeds in ten minste drie zaken betrokken. Verdient hij het vertrouwen van het politiepersoneel nog? Blijft de burgemeester van Brussel, de heer Freddy Thielemans, weigeren enige ordemaatregel te treffen? Deze volstrekte afwezigheid van enige reactie is beledigend voor het geheel van de personeelsleden van de politie en beklad de politiefunctie.

Wat speelt zich achter de schermen af? Deze nieuwe rampzalige aflevering in de zeperd die 'het imago van de geïntegreerde politie' heet, moet binnen een groter geheel gekaderd worden. Die geïntegreerde politie wordt door sommigen - waaronder onze hoogste leidinggevenden - té dikwijls geleid als hun hoogstpersoonlijk speeltje. De ingebedde vriendjespolitiek lapt wet en gezagsgetrouwheid aan de laars en normvervaging is de regel geworden.

We herhalen nog maar eens dat dergelijke figuren binnen onze instelling geen plaats horen te hebben. Ze missen het morele gezag om de politie te leiden terwijl ze toch een voorbeeldfunctie ten aanzien van de politieambtenaren en burgers hebben. Ze ontoren ons beroep, het geheel van de politieambtenaren en de rechtschappen leidinggevenden van de politie door de regels van de integriteit, de beroepsethiek en de gezagsgetrouwheid tegenover de democratische instellingen - die ze toch geacht worden te waarborgen - met de voeten te treden.

Twee opeenvolgende Minister van binnenlandse zaken droegen op onhandige wijze hun macht wettelijke teksten op te

SYPOL.BE

Syndicat de la Police belge
Syndicaat van de Belgische Politie
Gewerkschaft der Belgischen Polizei





stellen en uit te leggen, de politie daadwerkelijk te leiden en te controleren, **over aan bepaalde leidinggevenden van de politie** die, sinds de hervorming, dit vertrouwen hebben beschaamd en op geen enkel ogenblik ophouden het te beschamen.

SYPOL.BE vocht deze overdracht van bevoegdheden aan bij de Raad van State, **SYPOL.BE** tracht sinds meerdere jaren - té dikwijls vruchteloos - de politieke overheden te overtuigen van het feit dat hun vertrouwen in bepaalde technocraten die de politie van langzaam tot een bureaucratische en kostelijke machine omvormen, misplaatst is. Die machine dient immers slechts hun eigen belangen en die van hun 'vrienden', ten nadele van de veldwerkers en de burgers.

Drie verslagen van het Comité P leverden nu een begin van bewijs van de ontsporingen van de vriendjespolitiek van bepaalde leidinggevenden die zich pogen te verbergen achter overduidelijk onwettelijke onderrichtingen, of hun goede trouw trachten aan te tonen door hun zogenaamde niet-vertrouwdheid met de statuten - statuten die ze niet zelden hielpen opstellen - in te roepen.

SYPOL.BE herinnert er aan dat het politiepersoneel van de directie een nieuwe cultuur eist!

We verzoeken de Minister van binnenlandse zaken en de Volksvertegenwoordiging dan ook om de broodnodige veranderingen teneinde een einde te maken aan deze immorele handelswijzen die in een democratie geen bestaansrecht hebben.

De Minister van binnenlandse zaken en de federale politieraad toetsen op dit ogenblik de werking van de geïntegreerde politie, tien jaar dus na de wet van 7 december 1998... In dit kader werd **SYPOL.BE** als

getuige gehoord, maar we stellen ons ernstige vragen bij de te verwachten besluitvorming. **Langzamerhand hebben we de buik méér dan vol** sinds 2001 de zedenloosheid van sommigen aan te klagen zonder dat er ook maar iets in gunstige zin verandert.

Eigenlijk valt er gewoon niet meer te ontkomen aan een grondige doorlichting, zelfs een parlementaire onderzoekscommissie aangaande de gebeurtenissen die we sinds lange tijd aanklagen. Evenmin valt te ontkomen aan de vaststelling dat de Minister van binnenlandse zaken, ook na het vertrek van enkele kabinetsmedewerkers, omringd blijft door gewetenloze en/of onbekwame medewerkers die hem schade berokkenen en de politieambtenaren pesten. Blijkbaar wordt de Minister zich hiervan langzaam - en rijkelijk laat, gelet op de waarschuwingen die **SYPOL.BE** hem al jaren toezendt - bewust...

De statuutveranderingen die deze onbetrouwbare medewerkers onlangs uitdokterden zullen ertoe leiden dat het personeel - indien mogelijk - nog verder ontmoedigd wordt, het bureaucratische beleid van de politie zal ongeëvenaard worden, de vriendjespolitiek binnen de federale politie en bepaalde politiezones schaamteloos bevorderd. Bovendien is de gedachte aan de terugkeer van een centrale structuur die de resultaten van gerechtelijke onderzoeken en de goede werking van de politie in het algemeen in gevaar zal brengen, springlevend...

We geven tot slot aan dat **SYPOL.BE** actief meewerkt aan de blootlegging van de gerechtelijke waarheid in verschillende bundels waar niet langer kleine, onschuldige voordelen, maar wel kenschetsende onwettelijke gedragingen in het geding zijn.

Eddy Lebon, algemeen secretaris



Sport binnen de politie: twee maten en gewichten...

Een dienstnota van 24-07-2008, uitgaande van de nieuwe algemeen directeur van DGA, Olivier Libois, laat sport toe aangezien die *bijdraagt tot het onderhoud of de verbetering van de lichamelijke gesteldheid en/of de bijzondere politieke geschiktheid voor de dienst*. De voorwaarden zijn weinig terughoudend, de tijdsperiode blijft beperkt tot 24 uur per jaar. De nota is te lezen op de webstek van PolFed/DGA [de administratieve politie].

We dienen dus vast te stellen dat een jonge en dynamische leidinggevende die blijkbaar behoorlijk geadviseerd wordt, de noties van het welzijn op zowel lichamelijk als geestelijk vlak, de communicatie en samenhangigheid tussen collegae, de strijd tegen de ziekteafwezigheid, de meerwaarde in het kader van de operationele werking, ..., geen dode letter laat. Dit draagt uiteraard onze goedkeuring weg.

Binnen de Federale politie behoort het de algemeen directeur toe de richtlijn GPI 37 met betrekking tot sportactiviteiten, toepasbaar te maken. Tijdens een recente ontmoeting aangaande meerdere punten vroegen we de heer algemeen directeur Van Thielen om, ten gunste van zijn medewerkers, een soortgelijke nota uit te brengen. Evenwicht tussen de personeelsleden moet er immers zijn. De vraag van SYPOL.BE ligt ter studie.

Binnen elke politiezone ligt de bevoegdheid voormelde nota uitvoerbaar te maken bij de overheid van het korps. Uitvoering én uitlegging van de nota kunnen dan ook nogal eens verschillen...

Vanaf de verschijning van de GPI 37 vestigden we de aandacht van de overheid - vruchteloos weliswaar - op de verschillende uitleggingen die een ongelijke behandeling van de personeelsleden veroorzaakt. We zullen nog maar eens trachten de heer Minister Dewael op dit punt te wijzen, zij het dat onze hoop op

resultaat bijzonder pover is...

Hoedanigheid van 'officier van gerechtelijke politie' voor speurders: SYPOL.BE blijft koppig volhouden.

Ter herinnering: de inspecteurs van de lokale opsporingsdiensten verliezen voormelde hoedanigheid wanneer ze herplaatst worden naar om het even welke lokale of federale dienst, zelfs indien die dienst een andere opsporingsdienst betreft. Bovendien wordt deze voor speurders onontbeerlijke hoedanigheid niet meer toegekend aan nieuwe leden van opsporingsdiensten, ook al zijn het brevethouders van de vorming 'speurder' of 'technische en wetenschappelijke politie' [zie ook onze werken op de webstek]. We klaagden deze toestand aan bij zowel de Federale politieraad als bij het kabinethoofd van de Minister van binnenlandse zaken en algemeen directeur van DGJ, Paul van Thielen. Beide laatstgenoemden stelden onze bundel te verdedigen, en die bevindt zich op huidig ogenblik in handen van de Minister van justitie, Jo Vandeurzen.

Verzekerde opleidingen voor het CALog: het personeel wordt benadeeld

Het ingewikkelde en nauwelijks te beheren systeem dat voor wat betreft de moeilijkheidsgraad voor het aanvangen vergelijkbaar is met de tweejaarlijkse toetsing en de voortgezette loonschaalvorming voor het operationele politiepersoneel, slaat regelmatig de bal mis, en vanzelfsprekend steeds ten nadele van het personeel...

Collegae worden niet uitgenodigd voor vormingen waarvoor ze zich behoorlijk inschreven, de lessen schijnen maar niet binnen de geplande tijdsperiode ingericht te kunnen worden of geplande vormingen worden afgelast, het stelsel is zo bureaucratisch ingericht dat collegae niet op tijd en stond van de loonschaalherberekening kunnen genieten, de academies krijgen de vormingkalen-



der maar niet klaar [en we kunnen hen begrijpen!], kortom, de overheid bewijst nog maar eens een bureaucratische Moloch tot leven gewekt te hebben die nog nauwelijks te beheren valt, waanzinnig veel geld opslokt, de geestkracht van het personeel ondermijnt en het van belangrijke rechten berooft.

We spraken reeds eerder ons onbegrip uit voor de houding van de andere vakbonden die hun toestemming verleenden opdat het personeel aan voortdurende vormingen, afgesloten met examens - wat dus een verschil uitmaakt met bepaalde vormingen van het operationele kader - zou onderworpen worden. Daarom ijveren we voor de afschaffing van de verplichting deze vormingen te volgen: de overheid gaat immers in de fout, ten nadele van het personeel. We vermelden hier eerlijkheidshalve bij dat ook de andere vakbondsorganisaties nu met dit punt akkoord gaan.

Rotte klakken...

De Federale politie poogt een stock van 227 kepies die niet meer aan de huidige veiligheidsnormen CEE beantwoorden, aan haar personeel te slijten... Nochtans zijn moderne en veiligheidskende kepies voorhanden...

Het VSOA bond omtrent deze nieuwe aflevering van het Kafkaïens beheer van bepaalde diensten van de Federale politie, de kat de bel aan, en niet ten onrechte: bepaalde leerling-tovenaars spelen immers met het leven van het personeel. Merk de tegenstelling op met de lokale politiezones die veelal - niet altijd, maar toch - door verantwoordelijke leidinggevenden als een 'goed huisvader' worden beheerd en waar zulke dwalingen niet of nauwelijks voorkomen!

Politiebudget 2009 in vrije val

Hoewel de Minister van binnenlandse zaken, de commissaris generaal of de algemeen directeur van DGS het in alle toonaarden

ontkennen is het zonneklaar dat de algehele budgetten in 2009 met zowat 1% zullen dalen. Dat is niet niks, en de gevolgen voor de werking van de geïntegreerde politie én, uiteraard, het welzijn van het personeel, zullen dan ook niet op zich laten wachten. 1% betekent immers zowat 180 federale politieambtenaren minder... Concreet lichtte de Directie van de Aanwerving de academies reeds in van het feit dat, in tegenstelling tot de beloften van de regering, de aanwerving niet uit 1350, maar wel uit 1200 inspecteurs zal bestaan.

Dat betekent ook dat de vergoedingen voor weekeindverrichtingen, nachten, terugroepen beschikbaarheid, ..., met 10% dienen te zakken. In klare taal betekent dat er 10% minder federale politieambtenaren aanwezig zullen zijn op die ogenblikken dat de burger hen het meest verwacht. Die daling betekent ook dat drie herplaatsingkringlopen voor het huidige personeel eenvoudiger weg afgeschaft zullen worden. Dat is onaanvaardbaar! De besparing die door de regering op de rug van de federale politie wordt doorgevoerd zal immers voor het grootste deel door de politiezones onderhouden worden; zij zullen de ontbrekende federale politieambtenaren dienen te vervangen. En dan zwijgen we nog over bepaalde diensten zoals de WPR [de wegpolitie] of de federale zuil waar de gemiddelde leeftijd van de politieambtenaren om en nabij vijftig jaar bedraagt. Deze diensten zullen nog maar moeilijk beheerd kunnen worden omwille van de afwezigheid van jong en behoorlijk opgeleid personeel...

Dit is de kroniek van een aangekondigde dood die door elkeen wordt bespeurd, behalve dan door diegenen die de beslissingen moeten treffen...





Maar waarom ?

« *Maar waarom vallen jullie collega's aan ?* » was een vraag die de laatste dagen veelvuldig terugkwam. En het is waar: meerdere vakbonden, waaronder SYPOL.BE, leverden de laatste tijd levendige kritiek op collega's, zoals op bepaalde inspecteurs van de dienst BAA [brigade antiagressie] van de politiezone Brussel – Hoofdstad - Elsene, of nog, de korpschef van diezelfde zone, hoofdcommissaris Guido Van Wymersch.

We zijn geenszins vergeten dat het de taak van een vakbond is zijn leden te verdedigen. SYPOL.BE doet niets van die regel af, integendeel, we durven te stellen dat onze vakbond terzake doeltreffend werk levert. Regelmatig doen onze leden dan ook beroep op onze steun in tucht- of strafrechterlijke procedures. We waken over de eerbied voor de procedures, de rechten van de verdediging en, in voorkomend geval, het evenwicht tussen de straf en de begane fout - voor zover die al werd begaan.

Het heeft geen zin om de hete brij heen te draaien: soms dienen we leden te verdedigen die wel degelijk over de schreef gingen. Maar er zijn zaken die, uiteindelijk, nog verdedigbaar zijn, en er zijn zaken die niet langer verde



SYPOL.BE

Syndicat de la Police belge
Syndicaat van de Belgische Politie
Gewerkschaft der Belgischen Polizei



Le Vif – l'Express

« Lawine van benoemingen bij Dewael » door Marie-Cécile Royen

Het kabinet van de Minister van binnenlandse zaken was vanaf het begin een geweldige springplank voor de raadgevers. De Comité P onthult deze ontsparingen.

De inmiddels beruchte Christa Debeck, lid van het kabinet Dewael en kandidate voor de MR – Open VLD van Oudergem bij de laatste gemeenteverkiezingen, is blijkbaar niet de enige die zich zorgen moet maken. In haar geval zijn de zaken vrij klaar, al blijft het vermoeden van onschuld natuurlijk onverkort gelden. Zij bevindt zich, met de inspecteur generaal van de politie, Luc Closet, en zijn rechterhand, Guido Van Wymersch - inmiddels het nieuwe korpshoofd van de politiezone Brussel – Hoofdstad – Elsene - in het hart van een gerechtelijk onderzoek dat wordt geleid door onderzoeker An Gruwez. De magistrate wil de omstandigheden van de superbenoeming van Christa Debeck bij de algemene inspectie van de politie opklaren [Le vif/l'express van 26-09-2008].

Het Vast Controlecomité voor de Politiediensten - het Comité P - aan wie het ACV 'openbare diensten' de feiten bekend maakte, trekt de minister niet mee in het water maar verwijst voorzichtig naar één of meerdere voormalige medewerkers die ervan worden verdacht aan voormelde benoeming meegewerkt te hebben. Twee van hen beschuldigden als het ware zichzelf door het aanbieden van hun ontslag, net op het ogenblik dat de minister hard door de Commissie van binnenlandse zaken van de Kamer zou aangepakt worden. Hun vertrek werd voorafgegaan door de bekendmaking in de Vlaamse pers van een elektronisch boodschap die overduidelijk aantoonde dat de onderrichtingen voor de benoeming lijnrecht uit het kabinet Dewael afkomstig waren. In een persbericht meldten Paul Van Tigchelt en Chris Vanderlinden vervolgens "tot de vaststelling gekomen te zijn dat ze de minister niet steeds oordeelkundig van advies dienden". En Patrick Dewael redde het vege lijf...

Chris Vanderlinden, een federaal politieambtenaar die bij het ministerie aan de 'cel budget en personeel' werd gehecht, zou zijn toekomst goed voorbereid hebben. Leden van het NSPV, het voorma-

lige syndicaat 'Van Keer', kaartten bij de Raad van State de bevordering tot hoofdcommissaris van Vanderlinden aan. Die beslissing gaat terug tot een Koninklijk besluit van 5 augustus 2006, met terugwerkende kracht tot 1 april 2004. Dat bracht een achterstallig loon van 25 000€ met zich, en natuurlijk een beduidend hoger loon voor de toekomst... Volgens het NSPV had dit Koninklijk besluit waarvan de basis uiterst verdacht was, nooit in het Staatsblad meegedeeld mogen worden. De Raad van State verklaarde zich onbevoegd en de zaak verhuisde naar het Grondwettelijk Hof waar ze nog steeds hangende is. Maar dat is niet alles!

TWEE ANDERE BEVOORRECHTE KABINETWERKERS...

Ten minste twee andere leden van het kabinet Dewael, **Fred V.** en **Greet S.**, genoten eveneens een abnormale bevordering. Formeel is het Comité P niet bevoegd een mening over de werking van een ministerieel kabinet te verstrekken. Gelet op de politiehoedanigheid van beide kabinetswerkers vroeg het Comité P toch advies aan professor David Renders [UCL]. Deze specialist in administratief recht en tevens lid van de Franstalige balie van Brussel, vond de bevordering van Fred V. duidelijk overdreven - een loonverhoging met zomaar eventjes 40% - en misschien zelfs onwettelijk.

Fred V. die een 'Open VLD-etiket' heeft, betreft een in verlof zijnd lid van het CALog van de politie van Antwerpen en dienstdoend adjunct-arrondissementscommissaris van de provincie Antwerpen. Op het kabinet Dewael was hij als raadgever belast met de burgerlijke veiligheid. Ondanks die werkplaats had hij niet bevorderd mogen worden door de Minister van binnenlandse zaken maar door de gemeenteraad van Antwerpen van wie hij nog steeds statutair afhangt. Hetzelfde probleem doet zich voor met Greet S., volgens haar internetprofiel een 'deskundige' bij de Federale politie...

Tot op vandaag genieten de beide medewerkers van Patrick Dewael nog van al hun voorrechten, net zoals hun voormalige collega Christa Debeck, gedropt op de algemene inspectie van de politie... Het Comité P had nochtans de te volgen weg discreet aangeduid: 'Het behoort de bevoegde Minister toe de betrokken akten al dan niet te handhaven en, in voorkomend geval, aan de rechtbanken om zich over de regelmatigheid ervan uit te spreken'.

DE BETALING VAN ONREGELMATIGE DIENSTVERRICHTINGEN NA EEN WERKONGEVAL

Vraag aan het SSGPI

Verwijzing : 5008 HJM d.d. 07-01-2008

Bij deze leg ik U een probleem voor dat door één van onze leden, X, registratienummer X, inspecteur bij de politiezone X, werd ingeroepen.

Op datum van X overkwam ons lid een werkongeval. Sinds die datum ontving ons lid nog geen enkele betaling van zijn onregelmatige dienstverrichtingen.

Het komt ons voor dat ons lid geen schuld treft aan het werkongeval, terwijl h[z]ij daar toch alle nadelen van ondervindt.

In dat opzicht lijkt het er sterk op dat de wettelijke teksten dienaangaande onaangepast zijn en dat de strikte toepassing ervan het ongelukkige personeelslid ten tweede male bestraft.

Kan U de bundel van ons lid opnieuw bestuderen en zijn toestand binnen de kortste keren regelmatig maken?

[Beleefdheidformule]

Jean-Marie Hottat

Algemeen adjunct-secretaris

'lokale werking'

Antwoord van DDGPI

Verwijzing: SSGPI/Omb-ID171740-2008 d.d. 21-11-2008

Referentienota: DGP/DPS-3428/A-2003 d.d. 21-05-2003 "werkongevallen - procedure"

Geachte Heer,

We ontvingen in goede orde uw schrijven d.d. 07-11-2008 dat onze volledige aandacht weerhield. U gelieve in onderstaande ontwikkeling de antwoordelementen aan te treffen.

Voormelde verwijzing betreft een nota die aanstipt dat de betaling van een bedrag aan onregelmatige dienstverrichtingen in het geval van een tijdelijke arbeidsongeschiktheid niet kan uitgevoerd worden dan na een onderbreking van vier maanden van de arbeidsongeschiktheidstijdspanne.

Het behoort de politiezone toe een personeelslid toe te staan vervroegde uitbetalingen van onregelmatige dienstverrichtingen te ontvangen vooraleer die vier maanden zijn verstreken. Het handelt voor de politiezone evenwel om een *mogelijkheid* en dus geenszins een *verplichting* een voorschot op onregelmatige dienstverrichtingen te verstrekken.

Ik nodig U dan ook uit uw verzoek aan de werknemer van uw lid, de politiezone X, te richten.

[beleefdheidformule]

Robert Elsen

Dienstdoend diensthoofd SSGPI

SYPOL.BE

Syndicat de la Police belge
Syndicaat van de Belgische Politie
Gewerkschaft der Belgischen Polizei

NIEUW SECTORIEEL AKKOORD :

Naar een nieuwe en belangrijke onderdrukking van geldelijke voordelen.

Drie politiesyndicaten ondertekenden het akkoord. Wat kregen ze in ruil?

Terwijl de 'speciale korpsen van de Staat' en het openbaar ambt in het algemeen de laatste jaren geldelijk werden gewaardeerd door, onder meer, de premie 'Copernicus', houdt de overheid maar niet op om de politieambtenaren belangrijke geldelijke voordelen te ontnemen. We melden dit niet voor het eerst, en de politieambtenaren ondervinden dat overigens ook niet voor het eerst...

Drie politiesyndicaten, ACOD, CCOD en NSPV, hebben zich als onnozele bloeden laten bedriegen: ze verliepen, in tegenstelling tot het VSOA, de onderhandelingstafel niet en ondertekenden een sectorieel akkoord dat ons in 2011 zal geven wat het openbaar ambt al in 2003 ontving, in ruil voor de absolute zekerheid dat de overheid ons geldelijk statuut danig overhoop zal halen. Naar onder toe, uiteraard, of wat had U gedacht?

Bij wijze van voorbeeld een bloemlezing uit de maatregelen:

Het forfaitaire, geïndexeerde gedeelte van de eindejaarspremie 2008 verhoogt met 332€, zoals dat voor het openbaar ambt het geval is, niet meer en niet minder;

Het verlofgeld zal in 2009 voor de agenten naar 92% van het maandloon worden gebracht, en in 2010 voor de

inspecteurs. In 2011 volgen de hoofdinspecteurs en de commissarissen, dus zomaar eventjes 6 tot 8 jaar later dan het openbaar ambt en de 'speciale korpsen van de Staat'. SYPOL.BE piekert er dan ook geen ogenblik over haar gerechtelijke actie om de premie 'Copernicus' met terugwerkende kracht tot 2003 te bekomen, te onderbreken of op te schorten. Voor de volledigheid voegen we toe dat de inspecteurs en hoofdinspecteurs die op 01-10-2008 de leeftijd van 57 jaar bereikten, in 2009 van een verlofgeld van 92% van het maandloon zullen genieten. U zal dus begrijpen dat de overheid en de drie aanvaardende politiesyndicaten de ene **discriminatie** na de andere opstapelen: jongere collegae vallen uit de boot, evenals zij die zich de moeite getroostten aan examens deel te nemen en een bevordering bekwamen, ...

De aanwezigheidstermijn in het kader van de mobiliteit voor de leden van het CALog wordt naar 5 jaar verhoogd.

Geen voorstel of eis van SYPOL.BE, waaronder een algemene loonsverhoging, haalde zelfs maar de onderhandelingstafel...

Aanvaarding van het principe van het betalen op uurbasis van vergoedingen:

Zoals we reeds vreesden verklaarden de drie politiesyndicaten zich akkoord met het waanzinnige voorstel verschillende vergoedingen en premies vanaf 2009 op **uurbasis** te berekenen. **Dat houdt, voor het geheel van de geïntegreerde politie, uiteraard minder zaad in het bakje in,** aangezien het in de bedoeling van de

overheid ligt die vergoedingen en premies voor elk uur rust, verlof, ziekte, ..., in te houden. Met een maandelijks betaling was dat niet mogelijk. Dat deze maatregel een duivelse bureaucratie met zich zal brengen die overigens niet kan aanvangen vooraleer het stelsel van de loonmotor diepgaand werd aangepast, hoeft geen betoog.

Aanvaarding van het denkbeeld - waanbeeld? - van het 'functionele loon':

Deze maatregel vreesden we, zo mogelijk, nog meer: de drie politiesyndicaten stemden in met een loonschaal die op de uitgeoefende functie zal worden berekend... Die berekening zal plaatsvinden op basis van duistere en voor allerlei uitleggingen vatbare kenmerken, zoals het 'evenwicht', of de 'waardering van de klanten', en niet langer op objectieve gronden als een graad, een diploma, een bevorderingsexamen, een brevet, ... Of met een eenvoudiger begrip: de basis wordt de 'vriendjespolitiek', een stelsel dat diep is ingebed bij de federale politie en, als we de reacties in de kranten van vele collegae van de lokale politie mogen geloven bij het ter pers gaan van de zeperd rond de betwiste benoemingen, is het bij de lokale politie al niet veel beter...

Volgens de overheid zal de loonmassa niet dalen, in tegenstelling tot verschillende vergoedingen en premies die door dit 'functionele loon', hoofdzakelijk een loonschaalvergoeding, zullen vereffend worden. Iedereen heeft natuurlijk door dat het om niet méér dan een vestzak-broekzakoperatie gaat: er zal van de enen afgenomen worden om het aan anderen te geven,

zodat de kloof tussen de verschillende klassen van personeelsleden nog wat oploopt...

Aanvaarding van afpersing door de overheid:

Want afpersing is het: de overheid liet de drie politiesyndicaten tijdens de 'onderhandelingen' de keuze tussen de pest en de cholera. Zéker was vanaf het begin dat het personeel zou lijden... Die syndicaten liepen zó stekeblind in de val dat zelfs de grootste naïeveling zich terdege zou gaan afvragen of er geen opzet in het spel was.

Want wat levert de handtekening op?

Voor niks gaat - voorlopig toch nog - alleen de zon op. De voorzitter van het SNPv, Philip Van Hamme, liet gedurende één en slechts één dag - en U zal snel begrijpen waarom - een bericht van 12 september 2008 met de titel 'Bende gefrustreerden', op zijn webstek staan. Het betrokken document is, uiteraard, in ons bezit, en betreft een informatie die door het VSOA werd verspreid.

Daarop staat te lezen dat **de heer Van Hamme hoofdcommissaris zou worden in ruil voor zijn handtekening bij de huidige onderhandelingen!** De heer Van Hamme reageerde op het bericht, **maar niét om het te ontkennen, integendeel!** Hij beschuldigde op zijn beurt de voorzitter van het VSOA, de heer Jan Schonkeren, zich aan net hetzelfde schuldig gemaakt te hebben: die schreef, steeds volgens de heer Van Hamme, immers in persoon aan de Minister teneinde die om de

toepassing van artikel 77 van de syndicale wetgeving te verzoeken, het artikel dat stelt dat permanente afgevaardigden recht hebben op de voortgang van hun loopbaan.

Om in deze volledig en objectief te zijn ten opzichte van het VSOA dient gesteld dat de vice-voorzitter van het VSOA, de heer Ysebaert, niet bijster was opgezet met wat de heer Van Hamme de 'bende gefrustreerden' verweet, en een kortgeding inspande bij de rechter van eerste aanleg te Brussel tegen het NSPV en zijn voorzitter. In het vonnis met rolnummer 08/16/7C d.d. 07-10-2008 veroordeelde de rechter het NSPV en legde een allesbehalve malse dwangsom op telkenmale het betrokken document nog zou opduiken. Die som zou inmiddels al enkele malen opgeëist zijn geworden...

Die rechtzaak neemt natuurlijk niet weg dat de 'flash' van de heer Van

Hamme kenschetsend is voor de wérkelijke vakbondsgeschiedenis van bepaalde personen, en een uitleg kan betekenen voor de reden waarom sommigen tijdens 'onderhandelingen' zelfs het onaanvaardbare aanvaardden...

Dit is, in elk geval, niét het idee van vakbondstrijd dat SYPOL.BE er op nahoudt. Terwijl het VSOA van de onderhandelingstafel wegbleef legden wij een stakingaanzegging tegen deze schandalige maatregelen neer. Dit sectorieel akkoord diende, althans voor de overheid, geen ander doel dan de statuten van de politieambtenaren nog maar eens naar beneden te herzien en het personeel te verdelen - dat heerst beter, wisten de Romeinen destijds al - , terwijl de bureaucratie en de ongelijkheden hoogtij zullen vieren.

Eddy Lebon, algemeen secretaris



Vraag aan DPS/DSJ

Verwijzing : 2308 HJM d.d. 24-01-2008

Geachte Mevrouw, geachte Heer,

Bij deze leg ik U een probleem voor dat door één van onze leden werd ingeroepen.

Ons lid deelt ons mee op huidig ogenblik in verwachting te zijn en, naar doktersoordeel, in mei of april te zullen bevallen. Ze wenst na haar bevallingsverlof een borstvoedingsverlof van drie maanden op te nemen.

Uit ingewonnen inlichtingen blijkt dat ons lid bijzonder weinig kansen moeten toegemeten worden om dit verlof te bekomen: twee lokalen zijn binnen de politiezone ingericht voor borstvoeding en/of afkolving van moedermelk, maar ze bevinden zich binnen het commissariaat van Etterbeek en de cel van dezelfde gemeente.

Ons lid volbrengt haar dienst niet in voormelde gemeente. De afstand tussen haar standplaats en één van de voorziene lokalen zal, voor een jonge moeder, bijzonder vermoeiend zijn, om nog maar te zwijgen van de dienst die onvermijdelijk verstoord zal worden.

Het spreekt voor zich dat het doel van borstvoeding het behouden van een bevoorrecht contact met het kind betreft. Daarenboven zijn de afstanden die noodzakelijkerwijze dienen afgelegd - ons lid is buiten Brussel ingeschreven - van die aard dat de afgekolfde melk niet in de beste omstandigheden kan bewaard worden en er dus duidelijk gevaren voor het kind kunnen ontstaan.

Kan, gelet op wat voorafgaat, een borstvoedingsverlof aan ons lid toegekend worden? In ontkennend geval wenst ons lid haar kind naar een kinderopvangplaats binnen de gemeente van haar standplaats te brengen waar ze borstvoeding kan toedienen en op die wijze het bevoorrechte contact met haar kind kan onderhouden.

Kan een dergelijke mogelijkheid overwogen worden?

Ons lid meldt ons overigens een aanvraag tot inschrijving aan de federale kinderopvangplaats gericht te hebben, maar tot op dit ogenblik ontving ze geen antwoord. We menen dat, gelet op het beperkt aantal plaatsen binnen de kinderopvangplaatsen, toekomstige ouders die hun kind in de federale opvangplaats wensen in te schrijven, gerechtigd zijn op een antwoord, zelfs indien dit negatief mocht zijn. Op die wijze kunnen de toekomstige ouders hun zoektocht verder zetten en blijven ze niet in afwachting van een antwoord.

[beleefdheidsformule]

Jean-Marie Hottat
Algemeen adjunct-secretaris
'lokale werking'



Antwoord van de verantwoordelijke directie

DGS-DSJ/20089208/A d.d. 14-01-2008

Geacht Heer algemeen adjunct-secretaris,

Ik meld U de goede ontvangst van uw brief van 14-01-2008 die mijn algehele aandacht weerhield.

Overeenkomstig artikel VIII.V.10 RPPol heeft een statutair of contractueel vrouwelijk personeelslid het recht op een dienstvrijstelling met het oog op het verstrekken van borstvoeding aan haar kind en/of het afkolven van moedermelk.

Daartoe moet aan het personeelslid een lokaal ter beschikking worden gesteld dat eerbied voor het privé-leven, kalmte, rust en gerieflijke omstandigheden biedt.

In uitzondering op wat voorafgaat kunnen het personeelslid en de werkgever overeenkomen dat zij het werk later aanvat of vroeger verlaat teneinde borstvoeding te verstrekken en/of moedermelk af te kolven. Binnen een uurrooster van meer dan 7.36 uur per dag heeft het personeelslid recht op twee werkonderbrekingen per dag, ze kan dus het werk aan halfuur later aanvatten en een halfuur eerder verlaten, of het werk een uur eerder aanvatten of verlaten. Het spreekt evenwel voor zich dat de inrichting van dergelijke borstvoedingsonderbrekingen niet steeds mogelijk zal blijken door, bijvoorbeeld, de woon-werkafstand, de uren van het gemeenschappelijk vervoer, ...

Het recht op borstvoedingsverlof kan slechts toegekend worden indien de inrichting van de voorgeschreven werkonderbrekingen voor borstvoedingsverlof onmogelijk zijn, dus met name:

wanneer er geen aangepast lokaal is voorzien;

wanneer de toekenning van een aangepast uurrooster niet kan overwogen worden.

Het behoort daarentegen geheel tot de mogelijkheden het personeelslid toe te laten zich ten behoeve van de borstvoeding naar de kinderopvangplaats te begeven volgens de omstandigheden van het overeengekomen uurrooster.

[beleefdheidsformule]

HCP-jurist Marc De Mesmaeker

Directeur DPS



Echte politiemensen en de virtuele politiewereld.

Eén van de protagonisten van de politiehervorming, tevens kabinetsmedewerker van de ex-premier beseft pas nu dat hij jarenlang in de virtuele politiewereld vertoefde. Politie mensen, actief in de echte wereld, kijken al jarenlang, soms geamuseerd doch meestal ontzet, naar wat zich afspeelt in de 'second life politie'.

Hoe frustrerend is het dan als syndicale beweging om niet gehoord te worden ondanks de jarenlange waarschuwingen aan het adres van een minister die meestal afwezig is op het terrein en zich beperkt tot reactief brandjes blussen.

Voor de politiehervorming waren er street cops en management cops. Na de hervorming zijn de strategische cops er bijgekomen. Door hun toedoen kunnen street cops hoe langer hoe minder de straat op. Met het beste materiaal en met de meeste diploma's vinden zij telkens weer nieuwe slagzinnen, nieuwe projecten, nieuwe formulieren, nieuwe afkortingen uit waarover dan nieuwe glanzende posters en brochures gemaakt worden en nieuwe opleidingen van het LSP-genre gegeven worden. Hierna nog enkele pijnpunten:

Democratisch deficit: het parlement en de minister hebben te weinig vat en controle op de werking van de politie. Onze syndicale vereniging pleit voor het terugschroeven van het KB waarbij de minister zijn bevoegdheden te veel delegeert aan de politietop. Wetten voor de politie worden aldus door de politie geschreven.

Juridische dienst: eigen juridische dienst die tegen het welzijn van het eigen personeel ageert via arbitraire beslissingen en flagrante weigeringen om wettelijke rechten toe te kennen. (verlof, geldelijk statuut, weigering van anciënniteit, tussenkomst in vervoerskosten, niet erkenning van brevetten en getuigschriften etc...)

Personeelsbeleid: personeelsdienst die unilaterale en onwettige beslissingen neemt, die onjuiste loonsberekeningen uitvoert en illegale loonhoudingen beveelt.

Sociaal overleg: het sociale overleg met de vakbondsorganisaties beperkt zich tot bezigheidstherapie waarbij minister DEWAELE er een punt van maakt zijn eeuwige beloften niet na te komen en elk probleem op de lange baan te schuiven. (vb: Copernicuspremie, premie einde loopbaan, etc...)

Benoemingspolitiek: het schimmenspel dat geleid heeft tot de benoeming aan de top van de politie van 'cabinetards' die geen voeling hebben met de basiswerking van de politie en een ontstellend gebrek aan visie en initiatief tentoon spreiden.

Rechtszaken: het personeel moet continu rechtszaken aanspannen tegen de betrokken overheid om evidente discriminaties en onwettige beslissingen van de overheden aan te vechten. (cfr Grondwettelijk Hof, Europees Hof, Raad van State, enz...)

Tweetaligheid: nog steeds geen oplossing voor het tweetalige statuut van de hoofdstad BRUSSEL.

Rekrutering: kwaliteitsvolle kandidaten die op onbegrijpelijke manier en bij wijlen vernederende wijze worden afgewezen.

Devalorisatie hooggeschoold personeel: ondanks de klachten van gebrek aan niveau worden 300 universitaire en hooggeschoolden weggehoond en uitgesloten van managementfuncties en elk ander gerechtvaardigd carrièreperspectief.

Wijkwerking: deze problematiek is al vijf jaar gekend en aangekaart. Er gebeurt echter weinig.

Administratief kader en logistiek kader: onderwaardering en onderbetaling van dit kader. Nog altijd worden taken die voor dit kader voorzien zijn uitgevoerd door operationele politiemensen, ondanks gedane beloften van minister DEWAELE en halfslachtige pogingen van de politietop.

Bureaucratisering: niet te stoppen voortschrijdende bureaucratisering en overreglementering die de politiemensen elke zin voor creativiteit, zin voor initiatief en ondernemerschap ontnemen

materiële middelen: geen adequate uitrusting voor niet-geüniformeerd personeel, slecht of niet onderhouden wagenpark(cfr Charleroi). Malversaties bij toekenning van contracten voor informatica en uitrusting.

Prioritaire fenomenen: de onevenredige aanpak van prioritaire fenomenen ten koste van de elementaire veiligheid van de burger.

Budgettaire ontsporingen: nutteloze uitgaven in studiereizen en somptueuze kantoren (intrek door de politietop in het 'Witte Huis' aan het Queteletplein te BRUSSEL.) ten koste van noodzakelijke investeringen in informaticamateriaal, internetaansluitingen etc...

Zonewerking: teneinde het evenwicht te herstellen wordt al jaren gepleit voor een hertekening van de zones(vb Brussel) en dus een performante herziening van de KUL-norm.

Janpriet callens

Veiligheid van politieambtenaren en werking: SYPOL.BE richt een REFERENDUM in

47

Vorig jaar richtten we een referendum in aangaande de statutaire problemen. De resultaten waren bijzonder nuttig in het kader van onze syndicale politiek.

Toen lieten we ook weten een rondvraag bij alle leden, maar evengoed elk lid van de geïntegreerde politie die ons nuttige ideeën wenst mee te delen, in te zullen richten aangaande de **veiligheid van de personeelsleden en verbetering van de werking**.

Dat ogenblik is nu gekomen. Wat ook uw graad of rang binnen de geïntegreerde politie zij, of U tot het administratieve, logistieke dan wel operationele kader behoort, **doe uw mening kennen**.

U vindt, bijvoorbeeld, dat elke politieambtenaar de beschikking zou moeten krijgen over een 'taser', U meent dat met de 'punten' ook een kogelwerende vest moet kunnen aangeschaft worden, of een degelijke lamp aangezien uw zone of dienst die niet of onvoldoende verstrekt, U stelt vast dat het U ter beschikking gestelde materiaal niet voldoet aan de eisen van het personeel, U merkt onnuttige bureaucratische procedures op die uw werk alleen maar bemoeilijken, of zelf onwettelijke procedures, U bent aspirant-inspecteur maar beschikt niet over een minimale veiligheidsuitrusting, zoals ordehandhavingkledij, U laat het ons maar weten!

Dat kan op ons elektronisch adres sypol@sypol.be onder de vermelding 'REFERENDUM'.

De eisen of vaststellingen zullen gebundeld worden en de voorgedijministers, de volksvertegenwoordigers en de pers toegezonden.

We zijn er ons van bewust dat, tot nog toe, geen politievakbondsorganisatie een dergelijk referendum inrichtte. We zijn er ons evenzeer van bewust dat de huidige Minister van binnenlandse zaken hoogstwaarschijnlijk niets met de resultaten zal aanvagen, om het nog beleefd uit te drukken.



Máár ze bestaan, de politici die zich iets van ons lot aantrekken, en als 'corporatistische' vakbond zoals we dikwijls door onze tegenstanders bestempeld worden, achten we het onze plicht die politici de hoofdzakelijke beslommeringen van zowel de veld- als de bureauwerkers te laten kennen.

Eddy Lebon

Algemeen secretaris

Meilleurs vœux
et bonne année 2009

Prettige kerstdagen en
een voorspoedig 2009

2009